

DIPL MAG

Magazine d'analyses et de réflexions de la diplomatie togolaise
A Quarterly Magazine of Analyses and Reflections of Togolese Diplomacy



Allemagne-Togo: renouveau d'un partenariat historique *Germany-Togo: Renewal of a historic partnership*

Débat public sur le projet de Charte
de Lomé au Conseil de sécurité des
Nations Unies

p.28

*Public debate to the United Nations Security
Council on draft Charter of Lome*

Le Togo et la France promeuvent
l'économie bleue à New York

p.30

*Togo and France promote the blue economy
in New York*

Juin - Août 2016 **N°10**
June - August 2016



Opérateur portuaire de référence 1^{er} réseau de logistique intégrée en Afrique



Nos activités au Togo

Manutention Conteneurs avec un nouveau quai de 15 mètres de profondeur, un linéaire total de 920 mètres et équipé de portiques.
Manutention Conventionnelle - Logistiques Spécifiques (Coton, Oil & Gas) - Fret Maritime & Aérien - Transport - Transit
Services Courrier Express - Consignation maritime - Transport ferroviaire - Bluesolutions (Stockage d'Énergie).

UNE FORTE PRÉSENCE AU TOGO AVEC SES FILIALES

TOGO TERMINAL
LOME

LOME MULTIPURPOSE TERMINAL
TOGO

Bolloré
AFRICA LOGISTICS
Togo

blueline
Togo

SAGA

S.T.C.M.

Tél. : (00228) 22 27 07 20 / 22 23 73 50 / 22 23 73 90 / Service commercial: sales.togo@bolloré.com / site web: www.bolloré-africa-logistics.com



Faire de la diplomatie économique un catalyseur de l'émergence du Togo

Making economic diplomacy a catalyst for the emergence of Togo

par S.E.Prof. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine
by H.E.Prof. Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration

Les enjeux économiques majeurs imposés par le nouveau contexte international, caractérisé par l'ouverture des marchés et une concurrence de plus en plus acharnée entre les nations et les entreprises d'une part et les défis du développement d'autre part, requièrent que notre diplomatie se focalise davantage sur les préoccupations d'intérêt économique pour projeter l'image d'un Togo moderne, ouvert, compétitif et attractif.

En effet, dans ce monde où l'interdépendance entre les nations, riches ou pauvres est une réalité chaque jour confirmée, la promotion et le renforcement d'une coopération internationale axée sur la croissance et le développement sont devenus une impérieuse nécessité. Dans cette perspective, la diplomatie togolaise, résolument engagée en faveur du développement économique, s'attèle à valoriser les opportunités qu'offre le Togo en matière d'investissement et à mobiliser les partenaires bilatéraux et multilatéraux autour de projets structurants.

UNE DIPLOMATIE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'intérêt croissant accordé à la composante économique dans la politique étrangère de notre pays est étroitement lié aux priorités du Gouvernement en matière de développement qui, faut-il le rappeler, ont pour finalité l'émergence du Togo à l'horizon 2030.

Dans cette optique, les objectifs que la diplomatie togolaise s'est assignés consistent à accroître la visibilité et la présence du Togo dans l'espace politique, économique, culturel et scientifique mondial, à renforcer son engagement pour relever les défis globaux liés aux changements climatiques, à la sécurité alimentaire, à la piraterie et au terrorisme, entre autres.

Au-delà des initiatives déjà entreprises, l'engagement de la diplomatie togolaise en faveur du développement s'est traduite, au cours de ce premier trimestre de l'année 2016, par des activités de grande envergure.

Il en est ainsi de la participation du Chef de l'Etat à la réunion de haut niveau tenue à New York, destinée non seulement à célébrer les réalisations du PNUD mais surtout à mieux comprendre les principaux enjeux et défis à relever dans la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030 ainsi que le rôle du PNUD en tant que partenaire de mise en œuvre des Objectifs du Développement Durable (ODD).

A cette occasion, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE a procédé, le 24 février 2016, à un échange de documents avec l'Administrateur du PNUD, Madame Helen CLARK pour formaliser le lancement du Programme d'Urgence pour le Développement Communautaire (PUDEC) qu'il a initié.

Il s'agit d'un programme ambitieux, conçu en complément du programme d'appui aux populations vulnérables, qui se décline en quatre grandes composantes que sont le développement des infrastructures socio-économiques de base, le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs nationaux et locaux, le développement de l'entrepreneuriat rural et le développement d'un système de géolocalisation des infrastructures.

Le déplacement du Chef de l'Etat au siège du PNUD vise à assurer à ce Programme d'urgence une mobilisation plus large des ressources que celles déjà injectées par la partie nationale qui sont assez substantielles.

De toute évidence, la mise en œuvre de vastes programmes de développement comme celui du PUDEC nécessite la mobi-

The major economic challenges imposed by the new international context, characterized by open markets and an increasingly fierce competition between nations and companies on the one hand and the development challenges on the other hand, require that our diplomacy focuses more on the economic interest concerns to project the image of a modern Togo, open, competitive and attractive.

Indeed, in this world where interdependence among nations, rich and poor is a confirmed reality every day, the promotion and strengthening of international cooperation for the growth and development have become an absolute necessity. In this perspective, the Togolese diplomacy, firmly committed to economic development, is striving to enhance the opportunities of Togo for investment and mobilize bilateral and multilateral partners around structural projects.

DIPLOMACY FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT

The growing interest in the economic component in the foreign policy of our country is closely linked to the Government's priorities for development which, it must be remembered, are intended for the emergence of Togo by 2030.

In this context, the objectives that Togolese diplomacy has set itself consist in increasing the visibility and presence of Togo in the world political, economic, cultural and scientific space, to strengthen its commitment to meet the global challenges of climate change, food security, piracy and terrorism, among others.

Beyond the initiatives already undertaken, the commitment of the Togolese diplomacy for development has resulted, during the first quarter of 2016, for large-scale activities.

This is like the participation of the Head of State at the high level meeting in New York, intended not only to celebrate the achievements of UNDP but especially to better understand the key issues and challenges to be met in the implementation of sustainable development program by 2030 as well as the role of UNDP as implementing partner of the sustainable development Goals (SDGs).

On this occasion, the President of the Republic, His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE conducted on 24 February 2016, an exchange of documents with the UNDP Administrator, Helen Clark to formalize the launch of the Emergency Programme for Community development (PUDEC) that he initiated.

It is about an ambitious program, designed to complement the support program to vulnerable populations, which is divided into four major components that are developing basic socio-economic infrastructure, institutional capacity building of national and local actors, development of rural entrepreneurship and the development of infrastructure geolocation system.

The travel of the Head of State to UNDP headquarters is to ensure to this emergency Program a wider mobilization of resources than those already injected by the national party that are fairly substantial.

Clearly, the implementation of large development programs like PUDEC requires the mobilization of →



→ lisation d'expertises et de ressources importantes. C'est aussi dans cette optique que le Chef de l'Etat a plaidé, au cours du Segment de haut niveau du Conseil des droits de l'Homme, le 29 mars 2016 à Genève, pour le renforcement de la coopération avec les acteurs non étatiques notamment la société civile, les entreprises internationales en mettant l'accent sur le droit au développement.

D'ailleurs, le thème de cette 31^{ème} session du Conseil des droits de l'Homme est fort évocateur de l'interdépendance entre le développement et les droits de l'Homme, car en choisissant pour thème : « Les objectifs du Développement durable et les Droits de l'Homme » le Conseil des droits de l'Homme met en exergue la dynamique vertueuse que le développement est susceptible d'engendrer dans la promotion et la protection des droits humains.

Comme l'a si bien relevé le Chef de l'Etat à la tribune du Conseil : « Dans la gestion quotidienne de nos pays, nous vivons déjà cette interaction entre les impératifs du développement et ceux de la consolidation de la démocratie et des droits de l'Homme ».

Poursuivant ce même objectif de mobilisation des partenaires au développement, nous avons entrepris des missions au Royaume Uni et en Allemagne au cours du mois de mars 2016. A ces occasions nous avons pu nous entretenir avec les personnalités importantes de la finance ainsi que des hommes d'affaires et les avons incités à investir au Togo.

Au demeurant, en dépit des contraintes diverses que la crise économique impose à tous les Etats, la coopération internationale se consolide avec des partenaires traditionnels et s'élargit à de nouveaux partenaires à travers la mise en œuvre d'un certain nombre de moyens et de mécanismes.

RENOUVEAU DE LA STRATÉGIE DIPLOMATIQUE TOGOLAISE

Une diplomatie consacrée prioritairement à la résolution de nos problèmes économiques représente sans nul doute l'axe le plus pertinent de la politique extérieure pour répondre aux défis du développement.

A l'évidence, la coopération germano-togolaise procède de ce postulat. Elle est aujourd'hui un modèle de coopération Nord/Sud qui traduit la volonté commune des dirigeants des deux pays d'entretenir des relations mutuellement bénéfiques. La tenue, du 03 au 05 avril 2015 à Lomé, du forum de la coopération germano-togolaise en est une belle illustration.

En jetant un regard objectif sur le déroulement de ce forum placé sous le symbole du « printemps », nous avons noté une grande mobilisation et un engouement certain des hommes d'affaires, économistes, parlementaires, responsables d'Organisations de la Société civile, entre autres. Cette mobilisation et cet engouement exceptionnels, à l'occasion de cette initiative inédite, nous confortent dans l'idée que les potentialités économiques sont mieux valorisées et exploitées dès lors que les instruments et les mécanismes de la coopération interétatique se rapprochent des acteurs directs du développement.

Nous nous emploierons à renforcer les acquis de cette première édition du forum économique germano-togolais et à envisager la possibilité de le faire avec d'autres partenaires bilatéraux.

Nous pourrions ainsi capitaliser l'ensemble des initiatives relatives à la coopération économique et commerciale, déterminer nos alliances et poser les fondements durables d'une action diplomatique en phase avec nos priorités de développement et nos ambitions sous-régionales, régionales et internationales.

L'adaptation des mécanismes de la diplomatie aux enjeux contemporains en matière de développement est d'autant plus indispensable que les échanges économiques et commerciaux occupent une place de plus en plus importante dans les relations internationales actuelles.

Cette réalité représente pour le Togo, confronté aux défis du développement économique et social, non seulement un réservoir d'opportunités, mais aussi des défis. C'est pourquoi, la diversification de partenaires économiques, la création de valeur ajoutée à travers la promotion des entreprises nationales dans le commerce international sont autant d'objectifs que nous nous employons à concrétiser à travers la facilitation d'interactions des acteurs économiques nationaux avec les marchés régionaux et internationaux.

expertise and resources. It is also in this perspective that the Head of State has pleaded, during the High Level Segment of the Council of Human Rights, March 29, 2016 in Geneva, to strengthen cooperation with non state actors including civil society, international companies by focusing on the right to development.

Besides, the theme of the 31st session of the Council of Human Rights is highly evocative of the interdependence between development and human rights, because by choosing the theme «Sustainable Development Goals and human rights» human rights Council highlights the virtuous circle that the development is likely to result in the promotion and protection of human rights.

As the Head of State has so aptly noted at the podium of the Council: «In the daily management of our countries, we are already living this interaction between the imperatives of development and those of the consolidation of democracy and human rights the ».

Pursuing the same objective of mobilizing development partners, we have undertaken missions in the United Kingdom and Germany during the month of March 2016. On these occasions we managed to speak with important figures of finance as well as business men and have incited them to invest in Togo.

Moreover, despite the various constraints that the economic crisis calls upon all States, international cooperation is consolidated with traditional partners and expands to new partners through the implementation of a number of means and mechanisms.

RENEWAL OF DIPLOMATIC STRATEGY OF TOGO

A diplomacy which is primarily devoted to solving our economic problems is no doubt the most relevant axis of the foreign policy to meet the challenges of development.

Obviously, the German-Togolese cooperation proceeds from this premise. Today, it is a North / South cooperation model which reflects the common will of the leaders of both countries to maintain mutually beneficial relationships. The holding of 3rd to 5th April 2015 in Lomé, the forum of the German-Togolese cooperation is a good example.

By throwing an objective look at the progress of this forum under the «spring» symbol, we noted a great mobilization and enthusiasm of some businessmen, economists, parliamentarians, leaders of civil society organizations, among others. This mobilization and this exceptional enthusiasm on the occasion of this new initiative comfort us in the idea that economic potential is better used and exploited since the instruments and mechanisms of interstate cooperation approach direct development actors.

We will work to strengthen the achievements of this first edition of the German-Togolese Economic Forum and to consider the possibility of doing it with other bilateral partners.

We could capitalize all initiatives relating to economic and trade cooperation, establish alliances and lay the foundations of lasting diplomatic action in line with our development priorities and our sub-regional, regional and international ambitions.

The adaptation mechanisms of diplomacy to contemporary issues in development is all the more essential that economic and trade occupy an increasingly important place in current international relations.

This reality is for Togo, facing the challenges of economic and social development, not only a reservoir of opportunities, but also challenges. Therefore, diversification of economic partners, the creation of added value through the promotion of domestic enterprises in international trade are objectives that we strive to achieve through the facilitation of interaction with national economic actors with regional and international markets.



ÉDITORIAL



ÉDITORIAL

p.1

Une diplomatie résolument tournée vers le développement / A diplomacy resolutely development-oriented



FOCUS

p.4

Printemps de la coopération germano-togolaise / Spring of German-togolese cooperation



DOSSIERS

p.6

Quelle diplomatie pour les défis et les opportunités du XXI^{ème} siècle ? / What kind of diplomacy is required for the challenges and opportunities of the 21th century?



ACTUALITÉS

p.18

Le Président Faure Essozimna GNASSINGBE, invité d'honneur au cinquantième du PNUD à New York / President Faure Gnassingbe Essozimna, guest of honor of the fiftieth anniversary of UNDP in New York

Entrée solennelle du Togo au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU / Solemn entry of Togo to the Council of the UN Human Rights

Renforcement de la coopération entre le Togo et l'Egypte / Strengthening of cooperation between Togo and Egypt

Echos du 5^{ème} forum sur la sécurité en Afrique, tenu les 16 et 17 avril 2016 à Tana en Ethiopie / Echos of the 5th Forum on Security in Africa, held on 16 and 17 April 2016 in Tana in Ethiopia

Participation du Togo à l'Africa meets business» organisé à Berlin en Allemagne / Togo's participation to the Africa meets business, held in Berlin, Germany

Intensification des échanges économiques entre le Togo et la Royaume Uni / Intensification of economic exchanges between Togo and the United Kingdomtrade

Débat public sur le projet de Charte de Lomé au Conseil de sécurité des Nations Unies / Public debate to the United Nations Security Council on draft Charter of Lome

Le Togo et la France promeuvent l'économie bleue à New York / Togo and France promote the blue economy in New York

Reflexion / REFLECTION



DIPLOMAG

Diplomag Numéro 10 - Diplomag Number 10 - Juin / Août 2016 - June / August 2016 - Directeur de la publication / publication Director: Mme. Abra TAY - **Rédacteur en chef / Editor in Chief :** M. Arsenn AGBESSINOU - **Secrétaire Général de la Rédaction / Secretary General Editors:** M. Akovi Kotoè AGBODJAN-PRINCE - **Directrice de la Publicité et du Marketing / Director of Advertising and Marketing:** Mme Djamil ASSAMA SIDI - **Directeur du Reportage / Director of reporting :** M. Messan KLUTSE - **Rédacteurs / Editors :** Directeurs centraux et Chefs de Missions diplomatiques - **Point focal DIPLOMAG:** M. Sodou ADOM - **Conception graphique / Design production :** Vlady France Conseil - **Nous écrire / Write us:** Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, BP: 900 Lomé, Tel : +22822213601, maeirtgce@yahoo.fr **Photo couverture / Cover Pictures :** MAECIA **DIPLOMAG © N°499/23/06/14/HAAC**



Printemps de la coopération germano-togolaise

Spring of the german-togolese cooperation

par Arsenn Agbessinou, Conseiller en Communication
by Arsenn Agbessinou, Communications Advisor

Les excellentes relations entre la République Togolaise et la République fédérale d'Allemagne ont été célébrées à travers un événement inédit à Lomé dénommé « printemps de la coopération germano-togolaise ».

À l'initiative du ministère des Affaires Étrangères, de la coopération et de l'Intégration africaine en collaboration avec le ministère fédéral des Affaires Étrangères de la République Fédérale d'Allemagne, ce grand rendez-vous économique, a réuni, pendant deux jours, environ 500 invités à Lomé.

Lancé le 4 avril 2016, ce forum économique a connu la participation d'une impressionnante délégation allemande de politiques, de parlementaires, d'hommes d'affaires, de chefs d'entreprises, d'ONGs et par le Vice-président du Bundestag, Jahannes SINGHAMMER.

À l'ouverture de ce cadre d'échanges, Prof. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine a établi un bilan positif de la coopération germano-togolaise, 5 ans après la reprise de ladite coopération. Il a ensuite mis en exergue les atouts économiques du Togo qui est « l'un des pays les plus sûrs de la sous-région où les investissements allemands sont garantis. » Le Togo dispose d'un port et le seul en eau profonde qui accueille des bateaux de dernière génération. Ce port est une porte d'entrée dans l'espace UEMOA et celui de la CEDEAO, soit 300 à 400 millions d'habitants », a-t-il relevé.

Manifestement, le Togo est certes, satisfait de la coopération bilatérale avec l'Allemagne, mais il mise sur les investissements directs étrangers. « Aujourd'hui, notre souci est que les hommes et femmes d'affaires allemands investissent au Togo et de par cet investissement, un Allemand crée une

The excellent relations between the Togolese Republic and the Federal Republic of Germany was celebrated through a unique event in Lome called «spring of the German-Togolese cooperation»

At the initiative of the Ministry of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration in collaboration with the Federal Ministry of Foreign Affairs of the Federal Republic of Germany, the great economic meeting, brought together for two days, approximately 500 guests in Lome

Opened on April 4, 2016, this economic forum known the participation of an impressive German delegation of politics, parliamentarians, businessmen, companies' managers and Ngos, led by the Vice-President of the Bundestag, Jahannes SINGHAMMER.

At the opening of this framework for exchanges, Prof. Robert Dussey, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration has established a positive assessment of the German-Togolese cooperation, 5 years after the resumption of the cooperation. He then highlighted the economic benefits of Togo is «one of the safest countries in the sub-region where German investments are guaranteed.» Togo has a port and the only deepwater hosting latest generation of boats. This port is a gateway within WAEMU and the ECOWAS, 300 to 400 million people,» he noted.

Obviously, Togo is certainly satisfied with bilateral cooperation with Germany, but he bets on foreign direct investment. Today, our concern is that German businessmen and women invest in Togo and by this investment creates a German company in the country to allow the Togolese youth gathering the fruits of this investment, «said the Head of the Togolese diplomacy.

During the two days, the Ministry of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration was the setting of dialogues and communications animated by Togolese and Germans on business opportunities in Togo, and panels focused on «Togo, a reliable and interactive market for development», «the main lines of the German cooperation», «the technical and vocational training, lever for development».

This diplomatic and economic which resulted with several meetings G to B (Government to Business) and B to B (Business to Business) allowed to established exchanges on number of investment projects and to establish useful contacts for the future.



S.E.Prof. Robert Dussey et la délégation allemande à la cérémonie de lancement / H.E.Prof Robert Dussey and the German delegation at the launching ceremony.



entreprise dans notre pays pour permettre à la jeunesse togolaise de recueillir le fruit de cet investissement», a affirmé le Chef de la diplomatie togolaise.

Au cours des deux jours, le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine a servi de cadre de concertations et de communications animées par Togolais et Allemands sur les opportunités d'affaires au Togo, et de panels axés sur : « le Togo, un marché fiable et interactif pour le développement », « les grands axes de la coopération allemande », « l'enseignement technique et professionnel, levier du développement ».

Cette initiative diplomatico-économique qui s'est traduite par de plusieurs rencontres G to B (Gouvernement to Business) et B to B (Business to Business) a permis d'établir les échanges sur nombre de projets d'investissements, de nouer des contacts utiles pour l'avenir.

Exprimant son intérêt pour cette initiative inédite le Vice-président de la Bundestag, M. Johanness SINGHAMMER a indiqué que l'approche du Bundestag, comme celle du Gouvernement fédéral allemand est de soutenir le Togo dans les domaines clés, notamment la formation professionnelle des jeunes, l'agriculture et la santé.

Pour Johanness SELLE, membre de la Bundestag et président du Groupe d'amitié Allemagne-Togo, l'Allemagne a choisi le Togo comme partenaire privilégié dans sa stratégie de développement avec l'Afrique.

Afin de permettre à la délégation allemande ainsi qu'à tous les participants de découvrir le riche patrimoine résultant de la coopération germano-togolaise, des expositions ont été organisées.

Des entreprises et ONGs allemandes telles que, la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), la KfW, Allianz-Togo Assurance, Goethe Institut, Hanns Seidel, Aktion PiT-Togohilfe et CBM ainsi que certaines sociétés et institutions togolaises comme l'Office Togolais des Recettes (OTR), la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT), TOGOCEL, le Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF), la SAZOF et UPRAAD ont eu l'occasion de se faire connaître du public.

Le chef de l'Etat, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE, en reconnaissance aux œuvres de la République d'Allemagne au Togo, a tenu à marquer cette célébration de la coopération germano-togolaise d'un sceau particulier, en élevant M. Johanness SINGHAMMER, vice-président du Bundestag, et M. Johanness SELLE, parlementaire et président du Groupe d'amitié Allemagne-Togo au rang d'Officier de l'Ordre national du Mono.

M. Nobert KLOPPENBURG, le vice-président de la KfW, Mme Ursula MÄNNLE, présidente de la Fondation Hanns Seidel et Mme Margret KOPP, président de l'organisation Aktion Pit-Togohilfe.V ont pour leur part, été élevés au rang de chevalier.

Grâce au dynamisme du partenariat public/privé, le Printemps de la coopération germano-togolaise a été une plateforme extraordinaire de découvertes, d'expositions et d'initiatives dédiées à la création de synergies entre décideurs économiques et politiques

Au final, le Printemps de la coopération germano-togolaise balise les voies du prochain round des négociations intergouvernementales sur la coopération et le développement qui se tiendront dans quelques mois en Allemagne.



L'assistance à la cérémonie de lancement / The assistance at the launching ceremony

Expressing his interest in this new initiative the Vice President of the Bundestag, Mr Johanness Singhammer said the approach of the Bundestag and the German government is to support Togo in key areas, including vocational training for young , agriculture and health.

For Johanness SELLE, a member of the Bundestag and Chairman of the Friendship Group Germany-Togo, Germany chose Togo as a preferred partner in its development strategy with Africa.

To allow the German delegation and all the participants to discover the rich heritage resulting from the the German-Togolese cooperation, exhibitions were organized.

German companies and NGOs such as the Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), KfW, Allianz-Togo Assurance, Goethe Institute, Hanns Seidel, Aktion PiT-Togohilfe and CBM as well as some companies and institutions such as the Office Togolais des Recettes (OTR), the Chamber of Commerce and Industry of Togo (CCIT), Togocel, the Togolese Centre of Exhibitions and Fairs (CETEF), SAZOF and UPRAAD had the opportunity to become known by the public.

The Head of State, H.E.Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE in recognition to the works of the Republic of Germany in Togo, mark the celebration of the German-Togolese cooperation with a special seal, by promoting Mr. Johanness SINGHAMMER, vice -President of the Bundestag, and Mr. Johanness SELLE, parliamentarian and president of the Togo-Germany friendship Group to the rank of Officier de l'Ordre national du Mono.

Mr. Nobert KLOPPENBURG, Vice President of KfW, Mrs. Ursula MÄNNLE, Chair of the Hanns Seidel Foundation and Mrs. Margret KOPP, president of the organization Aktion Pit Togohilfe.V for their part, were elevated to the rank of Chevalier.

Due to the dynamism of the public / private partnership, the Spring of the German-Togolese cooperation has been an extraordinary platform for discoveries, exhibitions and initiatives dedicated to the creation of synergies between economic and political decision makers

In the end, the Spring of the German-Togolese cooperation beacon pathways of the next round of intergovernmental negotiations on cooperation and development to be held in a few months in Germany.

Quelle diplomatie pour les défis et les opportunités du XXI^{ème} siècle ?

What kind of diplomacy is required for the challenges and opportunities of the 21st century?

par M. Nicolas BERLANGA MARTINEZ, Ambassadeur de l'Union européenne au Togo
by Mr. Nicolas BERLANGA MARTINEZ, European Union Ambassador in Togo

Aucun parmi nous ne sera étonné si je commence par préciser que je ne m'exprime ce soir qu'à titre personnel. Même s'il est difficile de séparer la fonction de la personne, même si cela reste difficile à croire que, au-delà des valeurs qu'ils tentent de défendre, les diplomates sont aussi capables de produire un discours théorique sur leurs pratiques, je vous demanderais modestement de laisser les lourds habits de la représentation institutionnelle à l'extérieur de la salle pour vous immerger avec moi dans la traversée difficile de l'océan des relations internationales de notre monde au XXI^{ème} siècle. Pour ce cheminement que nous ferons ensemble je voudrais simplement devenir un animateur - voir un agitateur d'idées qui puisse favoriser le débat.

J'espère ne pas révéler un secret si je vous signale que le ministre DUSSEY est un fervent croyant. Personnellement, je me définis plutôt comme un humaniste, un idéaliste objectif. L'avantage, c'est que croyants et humanistes ont un grand espace de concordance dans leurs idées et même dans leurs comportements. Dans cet esprit, je me considère un peu comme un des auteurs qui ont donné naissance à ce club diplomatique de Lomé. C'est vrai, j'ai toujours plaidé auprès du ministre DUSSEY pour que nous allégions ces rencontres, autant que faire se peut, de la pesanteur du formalisme que les diplomates savent si souvent donner à toutes les actions de leurs vies quotidiennes, comme si effectivement la Terre entière devait constamment se préoccuper de nos multiples interventions à destination des augustes assemblées.

Il est vrai que la diplomatie a toujours eu un caractère théâtral, un double visage partagé entre le devoir d'agir au nom de nos pays et celui d'une attitude solennelle à la hauteur de cette tâche, dans notre comportement, notre manière de nous habiller, de regarder, de parler, de voyager dans une voiture officielle, ou même de faire semblant d'écouter les autres. En définitive qui peut nier qu'une partie de la qualité des diplomates est d'être un bon comédien, d'apprendre par cœur des discours et des attitudes qui habillent nos intérêts pour les faire avaliser-j'allais dire avaler !- plus facilement et plus efficacement.

Permettez-moi de vous donner un exemple humoristique à propos de ce caractère théâtral de notre métier. Je garde encore un souvenir, disons admiratif pour ne pas dire amusé, d'un collègue ambassadeur occidental qui dans un autre pays d'affectation avait l'habileté « diplomatique » de se placer toujours dans les photos officielles au premier rang, à côté de l'autorité qui présidait, quel que fut le but de la réunion, et peu importe sa participation, active ou non, à son organisation.

The Diplomatic Club of Lomé held its fifth conference on Monday, February 15, 2016 at the Sarakawa Hotel in Lomé, capital of Togo. About 80 members and guests including several diplomatic, academic and community personalities as well as politicians attended the panel discussion on the theme: «What kind of diplomacy is required for challenges and opportunities of the twenty-first century? »

This issue of "Diplomag" contains the communication of the main speaker H.E. Nicolás BERLANGA MARTÍNEZ, Ambassador of the European Union to Togo.

«None of us will be surprised if I start by saying that I express myself tonight only in a personal capacity. I am aware that it is difficult to separate the man from his functions and that it is not easy to believe that beyond the values they are trying to defend, diplomats are also able to produce a theoretical speech about their practices. However, I would modestly ask you to leave the heavy clothes of institutional representation outside the room to submerge with me in the difficult crossing of the ocean of international relations of our world in the twenty-first century. Through the following presentation, I just want to liven up our meeting – or even to act as a catalyst for ideas to foster debate.

I hope not reveal a secret if I tell you that the minister DUSSEY is a fervent believer. Personally, I rather define myself as a humanist, an objective idealist. The advantage is that believers and humanists have a great concordance space in their ideas and even their behaviour. In this spirit, I consider myself a bit like one of the originators of this diplomatic club of Lomé. It is true that I always advocated with Minister DUSSEY for easing these meetings, as far as possible, with respect to the weightiness of formalism that diplomats so often include in all actions of their daily life, as if indeed the entire Earth would constantly worry about our numerous speeches to august assemblies.

It is true that diplomacy has always been theatrical, with a double face torn between the duty to act on behalf of our country and that of a solemn attitude up to this task, in our behaviour, our ways of dressing, looking, speaking, traveling in an official car, or even the way we pretend to listen to others. Ultimately, who can deny that part of the capacity of diplomats lies in being a good actor, memorizing speeches and attitudes that adorn our interests to have them endorsed – I was going to say swallowed – more easily and more efficiently.

Let me give you a humorous example about this theatrical nature of our job. I still have appreciative or →

Achetez vos billets en ligne.

Fiable - Rapide - Sécurisé



www.flyasky.com



Asky Airlines



The Pan African Airline

→ Nous gardons tous - il faut le reconnaître - des réflexes qui confirmeraient encore un tel comportement. En bref, l'allure, la gravité des concepts de « diplomatie traditionnelle » est encore très présente, à des degrés divers, parmi nous en 2016.

La question ce soir est de réfléchir sur le modèle de diplomatie qui serait souhaitable, voire nécessaire pour construire conjointement, ensemble un monde meilleur. Quel modèle peut aider nos pays, nos citoyens, à surmonter de manière apaisée les défis et les opportunités du XXI^{ème} siècle.

La première idée sur laquelle nous devons nous accorder est que les relations internationales ne sont plus, depuis quelques décennies déjà, l'apanage des Etats. Des entreprises, des universités, des réseaux de média, des ONG, le monde du sport, les religions, les diasporas sont devenues des acteurs internationaux. Par surcroît, des événements tragiques récents, à Paris et à Ouaga, nous ont montré d'une manière tragique à quel point la guerre n'est plus le monopole des Etats. Ou encore, l'agressé n'est plus seulement une nation ou ses citoyens, ce sont des valeurs, des principes de vie qui sont attaqués.

Nous, diplomates, nous pouvons continuer à prétendre représenter encore l'exclusivité d'une action extérieure qui relèverait strictement de notre fait, alors que nous savons que cela n'est plus vrai depuis longtemps.

Au grand avantage de nos citoyens, le XXI^{ème} siècle a brisé les frontières, nous a aidé à devenir tous des observateurs globaux d'une réalité humaine où les points en commun sont plus importants que ceux qui nous différencient. D'une certaine manière la mondialisation a lissé notre manière de nous regarder mutuellement, grâce aussi au travail lent, parfois désespérément lent, mais finalement efficace de la légitimité internationale organisée autour des Nations unies. La solidité de ce tissu international, à peine existant il y a 70 ans, a su surmonter de dures épreuves, et a permis par exemple que l'écrasante majorité des peuples habite désormais dans des nations indépendantes ou que des valeurs et des vertus proprement humaines, applicables à tous, ont émergé pour la première fois de notre histoire.

Les défis n'appartiennent plus à un seul pays, à une région, mais à l'humanité toute entière, comme par exemple la lutte contre le changement climatique (la Conférence de Paris l'a mis au premier plan) ou la défense des valeurs de dignité et de respect de la vie humaine contre la barbarie du terrorisme qui nous défie quotidiennement.

Des phénomènes comme le racisme, le commerce illicite de personnes, d'armes, de drogues, la lutte contre la corruption et les inégalités, la transparence des flux financiers, etc. demandent des réponses collectives au-delà des frontières géographiques des états, certainement au-delà des continents et même aussi au-delà d'un certain relativisme culturel qui essaye de séparer hommes et femmes ; blancs, noir ou jaunes ; musulmans, chrétiens, juifs ou autres.

Les bénéfices de cette mondialisation se ressentent partout sur la planète, en commençant par ces centaines de millions de personnes dans le sud-est asiatique ou en Amérique latine qui abandonnent progressivement les rangs de la pauvreté. En Afrique, cette vague se traduit également en résultat mais malheureusement encore en îlots trop éparpillés de prospérité. Sortis de cette condition ces dernières décennies, ils ont adopté leur nouvelle stature de membres de la classe moyenne et ne vont pas accepter facilement de leurs dirigeants des aventures qui mettraient en péril ces acquis.

rather amused memories of a colleague, a Western ambassador who in another country of assignment had the «diplomatic» cleverness to always stand in the front row for official photos, next to the presiding authority, whatever was the purpose of the meeting, and no matter his participation – active or not – in its organization.

Admittedly, we all keep reflexes that still confirm such behaviour. In short, the bearing, the solemnity of the concepts of «traditional diplomacy» is still present, to varying degrees, among us in 2016.

The question tonight is to reflect on the diplomatic model that would be desirable or necessary to build together a better world. Which model can help our countries, our citizens, to address smoothly the challenges and opportunities of the twenty-first century?

The first idea on which we must agree is that international relations are no longer, for several decades now, the prerogative of states. Companies, universities, media networks, NGOs, the sports world, religions, Diasporas have become international stakeholders. Moreover, the recent tragic events in Paris and Ouagadougou have shown us in a tragic way that the states have no longer a monopoly on war. Alternatively, that the assault targeted not only a nation or its citizens, but also values, principles of life.

We, diplomats, we can still continue to claim to represent the exclusivity of an external action which would strictly fall within our remit, while we know this is no longer true for a long time.

The 21st century has removed boundaries to the great benefit of our citizens and has helped us all become global observers of a human reality where things we have in common are more important than those that differentiate us. The globalization has somehow smoothed the way we look at each other but it is also thanks to the slow – sometimes desperately slow – but ultimately effective work of international legitimacy organized around the UN. The sturdiness of this international fabric, existing for barely 70 years, overcame hardships and allowed for instance that the overwhelming majority of the people now live in independent nations, or that properly human values and virtues, applicable to all, emerge for the first time in our history.

Nowadays, the challenges do not belong to one country or region, but to all humanity, for example the fight against climate change (the Paris Conference has brought it to the forefront) or the defence of values of dignity and respect for human life against the barbarity of terrorism that challenges us daily.

Phenomena such as racism, illegal trade in people, arms, drugs, fight against corruption and inequality, the transparency of financial flows, etc., require collective responses beyond the geographical boundaries of states, certainly beyond the continents and even beyond a certain cultural relativism which tries to separate men and women; white, black or yellow; Muslims, Christians, Jews and others.

The whole world felt the benefits of globalization, starting with those hundreds of millions of people in Southeast Asia or Latin America who progressively abandon the ranks of poverty. In Africa, this wave has also brought about results but unfortunately, that is just



l'Ambassadeur Nicolas BERLANGA MARTINEZ lors de son intervention / Ambassador Nicolas BERLANGA MARTINEZ during his statement

En définitive, les analyses, le langage, l'exercice de la diplomatie de 2016, sans perdre ses traits de courtoisie et de respect, ne peuvent plus se réfugier derrière les frontières et les intérêts nationaux et exprimer une certaine indifférence morale à cette réalité partagée de notre monde actuel qui nous influence et nous conditionne.

Tout cela fait émerger une vision de « diplomatie moderne » qui, sans être complètement opposée aux attitudes de la « diplomatie traditionnelle », perd effectivement une partie de sa théâtralité pour gagner plus de transparence, davantage de sincérité et de dialogue franc, et surtout plus de créativité pour rechercher des solutions communes aux grands défis de notre temps.

« La paix mondiale ne peut pas être préservée sans le déploiement des initiatives créatives proportionnelles aux dangers qui la menacent », disait Robert Schuman, ancien ministre des Affaires étrangères français et un des pères fondateurs de l'Union européenne.

« Les défis vont perdurer si les causes ne sont pas traitées. Elles sont géostratégiques, économiques, démographiques, liées au respect de l'état de droit, etc. » Cette déclaration du responsable de l'agence européenne de surveillance des frontières « Frontex », parlant de la crise migratoire actuelle en Europe, peut très bien être extrapolée à la plupart des grandes problématiques de nos jours dans le monde et en Afrique. Songeons au conflit au Moyen-Orient, actuellement en Syrie (sans oublier le problème palestinien), au changement climatique, au sous-développement d'une grande partie du continent africain et en bien d'autres lieux où la croissance économique, inégalement répartie, reste insuffisante pour compenser

scattered pockets of prosperity. Out of this condition in recent decades, those people have adopted their new stature of members of the middle class and they will not easily accept their leaders' adventures that would jeopardize these attainments.

Ultimately, the analyses, the language, the exercise of 2016 diplomacy without losing its features of courtesy and respect, can no longer hide behind borders and national interests and express a certain moral indifference to this shared reality in today's world that influences us and conditions us.

All this reveals a vision of «modern diplomacy» which, while not completely opposed to attitudes of «traditional diplomacy» actually loses some of its theatricality to gain more transparency, more sincere and frank dialogue, and especially more creativity to seek common solutions to the great challenges of our time.

«World peace cannot be preserved without the deployment of creative initiatives commensurate with the dangers that threaten it,» said Robert Schuman, French former foreign minister and one of the founding fathers of the European Union.

«The challenges will persist if the causes are not addressed. They are geostrategic, economic, demographic, and linked to respect for the rule of law, etc.» This statement of the head of the European agency for border surveillance (Frontex), relating to the current migration crisis in Europe may well be extrapolated to most major issues facing the world and Africa today. Let us think of the conflict in the Middle East and currently in Syria (without forgetting the Palestinian problem), the climate



→ la croissance démographique et éviter le recours cruel à la violence et à la radicalisation.

Enjeux géostratégiques, enjeux économiques, enjeux sécuritaires, enjeux énergétiques, enjeux démocratiques ... Quel type de diplomatie adopter pour répondre aux grandes questions de notre siècle ? Comment nous rendre efficaces face aux multiples acteurs qui interviennent ?

Comment combiner les intérêts de multinationales et de grandes entreprises et assurer leur respect scrupuleux à l'état de droit chez eux et ailleurs ?

Comment optimiser le rôle et l'impact des diasporas avec leur expertise et leurs transferts d'argent dans le développement économique des pays d'origine ?

Comment enrichir les partenariats entre des administrations locales ou entre des réseaux universitaires hors de leurs frontières, comment satisfaire les citoyens binationaux qui jonglent entre deux réalités, ou encore les étudiants formés à l'étranger qui reviennent avec de nouvelles visions ?

Que faire avec des associations religieuses qui n'arrivent pas seulement avec des préceptes de foi mais aussi avec des ressources financières et des idées de société préconçues et parfois contradictoires avec les usages culturels locaux ?

Faudrait-il mettre des barrières à Facebook, à Canal +, à RFI, à la BBC, etc. comme quelques dirigeants le font en période électorale ?

La réalité est que les canaux de la diplomatie de nos jours subissent des interférences. Les détenteurs du pouvoir effectif sont de moins en moins connus et échappent très souvent aux autorités et aux relations traditionnelles entre les états.

Mais le club diplomatique de Lomé qui nous accueille est surtout et avant tout un forum de débat entre diplomates. Par conséquent, la réflexion qui nous intéresse doit se concentrer vers les nouvelles orientations qui devront nous rendre plus efficaces dans le contexte ouvert et exigeant que vient d'être décrit succinctement.

Un constat simple : Il y a à peine 20 ans, un Ambassadeur consacrait le plus possible de son temps à rencontrer les plus hauts dignitaires de son pays d'accréditation. Aujourd'hui probablement, l'emploi de temps se trouve plus nuancé, plus divisé, avec un temps rigoureusement indispensable avec les autorités mais en ciblant aussi avec pertinence tous ceux qui décident ou sont devenus des « moteurs de transformation ».

Il est vrai que durant cette dernière décennie, un modèle alternatif de diplomatie a pris de l'ampleur, représenté par de nouvelles puissances émergentes, qui ont eu à faire renaitre une vision de « realpolitik ». 70 ans après la dernière guerre mondiale, quelques-uns reviennent sur un modèle qui place toute son influence dans le secret des négociations et des accords au plus haut niveau, donnant l'impression d'une certaine indifférence envers l'opinion publique.

La communauté diplomatique constitue un groupe hétérogène et, parmi nous, les uns cherchent à maintenir une gloire passée, les autres sont des modèles en évolution qui répondent à une présence récente sur la scène internationale. Ces derniers privilégient souvent les intérêts commerciaux aux valeurs et gardent toujours un regard vers leurs propres objectifs internes, vu que précisément, besoins à l'interne et actions à l'externe se nourrissent mutuellement.

Attention, tout modèle est légitime tant qu'il cherche ses propos de manière pacifique. Tout modèle cherche, sans le dire, à exercer une influence. La grande question est de savoir lequel est le plus bénéfique pour la paix et la prospérité de tous, lequel

change, and the underdevelopment of a large portion of the African continent as well as many other places where the uneven economic growth does not match the population growth to prevent the cruel use of violence and radicalization.

Briefly, we are facing challenges in various areas: geostrategic, economic, security, energy, democratic, etc. What kind of diplomacy is required to respond to the major issues of our age? How to get effective responses in front of the multiple actors involved?

How to combine the interests of multinational companies and large enterprises with scrupulous respect for the rule of law in the countries they are located as well as abroad?

How to optimize the role of the Diasporas and the impact of their expertise and money transfers in the economic development of their respective home countries?

How to enrich partnerships between local governments or between university networks outside their borders? How to satisfy the binational citizens who are juggling with two realities or students educated abroad who return with new visions?

What to do with religious associations who come not only with faith precepts but also with financial resources and preconceived ideas of society which are sometimes in conflict with local cultural practices?

Should there be barriers to Facebook, Canal +, RFI, BBC, etc. as some Heads of State do during election time?

The reality is that nowadays, there is intrusion in diplomatic channels. The holders of the actual power are increasingly unknown and often elude authorities and traditional relations between the states.

However, the Lomé diplomatic club that welcomes us is above all a forum for debate between diplomats. Therefore, the reflection we are conducting must focus on new directions that will make us more efficient in the open and demanding context that has been just described succinctly.

A simple observation: barely 20 years ago, any Ambassador devoted as much time as possible to meeting with the highest dignitaries of the country of his accreditation. Today probably, the timetable is different, more divided, with a strictly necessary time for the authorities while carefully targeting all those who are decision-makers or have become « transformation engines. »

It is true that in the last decade, an alternative model of diplomacy has grown, represented by new emerging powers, which have had to be revive a vision of « realpolitik. » 70 years after the last world war, some bring back a model that places all its influence in the secrecy of negotiations and agreements at the highest level, giving the impression of a certain indifference to public opinion.

The diplomatic community is a heterogeneous group and among us, some are seeking to maintain past glory, and others are evolving models that meet a recent presence on the international stage. The latter often focus on business interests against values and they always keep an eye on their own internal goals, as precisely, the internal needs and external actions feed each other.

However, every model is legitimate insofar as it seeks to do things peacefully. The indirect aim of any model is to exert an influence. The big question is which one

Connaissseuses de Style

AUTHENTIQUE WAX HOLLANDAIS VLISCO,
TOUJOURS PORTÉ AVEC FIERTÉ



VLISCO

SINCE 1846

→ répond d'une manière plus équilibrée aux intérêts propres et aux envies des populations partenaires.

Mon opinion personnelle est que, en 2016, un acteur diplomatique international, au Togo ou ailleurs, peut difficilement se soustraire à l'examen de l'opinion publique de son pays d'accueil. La fameuse discrétion diplomatique est dépassée par les événements, par la prise de conscience des citoyens, par la présence des médias de tout type. Et cela va continuer à croître et à embellir.

C'est pour cette raison, qu'à mon avis, les modèles de diplomatie qui ne prennent pas en compte la diversité sociale et la complexité du réseau d'influence des pays partenaires ne seront pas viables à moyen terme. Des initiatives de relations internationales sans transparence attireront des critiques grandissantes. Des pratiques à double imposition, par exemple celles qui se concentrent sur la quantité et les montants pour les grandes infrastructures et laissent de côté les discussions sur les politiques sectorielles qui les géreront et qui assureront leur maintenance seront de plus en plus contestées.

Le diplomate moderne, en gardant une attitude de respect à tout moment et avec tout type de personnes, fluide toujours dans son langage, tantôt direct tantôt indirect, ironique ou grave selon l'occasion, capable de se rendre invisible ou passionné selon le contexte, doit savoir maîtriser l'art de la persuasion en utilisant la meilleure information disponible, et des raisonnements les plus clairs possibles.

Egalement la diplomatie moderne se veut un instrument d'observation, un baromètre, un sextant, une lentille grossissante souple et précise capable de rendre intelligible des réalités complexes sans pourtant les banaliser ou les simplifier.

Ceci veut dire que la communication publique, la proximité des forces vives, la connaissance des réalités des pays d'accueil, compteront davantage.

Cette connaissance implique que les diplomates déploient tout leur intérêt, énergie et temps envers toute cette panoplie d'acteurs, internes et externes, présentant un rapport avec, ou servant de plateforme à nos propres gains et intérêts.

Ainsi on s'intéressera aux journalistes qui communiquent par les réseaux sociaux, qui s'attachent des conditions de travail dans les exploitations minières, de la lutte contre la corruption, des radios communautaires qui élargissent leur sphère d'influence jusqu'au citoyen « lambda » des villages éloignés.

Il ne faudra pas négliger les professeurs d'université qui réalisent des recherches novatrices, qui étudient minutieusement les tendances dans les comportements des citoyens, les penseurs qui évitent la langue de bois, les défenseurs des droits de l'Homme. Mais aussi on veillera à connaître les chefs des Forces armées, les commandants des régiments qui participent aux missions de maintien de la paix et qui regardent par conséquent les menaces sécuritaires avec une ouverture nouvelle d'esprit.

Outre des acteurs en place, il faudrait aussi énumérer les acteurs en devenir tels les jeunes hommes publics capables de devenir leaders à moyen terme, les parlementaires élus par la première fois qui conservent intact leur engagement social, les artistes, les écoles de cinématographie, les écrivains, les éditeurs courageux de livres, les vainqueurs de prix littéraires, les amoureux du patrimoine, les peintres qui créent de nouvelles tendances.

Sur un plan encore plus sociétal, soulignons le rôle des femmes qui se battent pour donner une voix aux sans voix, des autorités locales qui se lèvent chaque matin avec la moti-

is the most beneficial for peace and prosperity for all, which one addresses in a more balanced manner the own interests and desires of the partners populations.

My personal opinion is that, in 2016, an international diplomatic stakeholder, in Togo or elsewhere, can hardly evade the assessment of the public opinion in the host country. The famous diplomatic discretion is overwhelmed by the awareness of citizens, by the presence of all types of media. Moreover, this will continue to grow and embellish.

This is the reason why I think that diplomacy models that do not take into account the social diversity and the complexity of the influential network of partner countries will not be sustainable in the medium term. International relations initiatives without transparency will involve growing criticism. Double taxation practices will be increasingly challenged, for instance those focusing on the quantity and amounts for major infrastructure and leaving aside the discussion on relevant sectoral policies for the management and maintenance.

The modern diplomat should master the art of persuasion by using the best available information, and the clearest possible reasoning. He or she will keep a respectful attitude at all times and with all kinds of people, having always a fluid language, being sometimes direct and sometimes indirect, ironical or serious depending on the occasion, and able to become invisible or passionate as the context may require.

In addition, modern diplomacy is intended to be a monitoring instrument, a barometer, a sextant, a soft and accurate magnifying lens that is able to make sense of complex realities without yet trivialize or simplify them.

This means that public communication, the proximity of forces, knowledge of the realities of the host country, will count more.

This knowledge means that diplomats are deploying all their interest, time, and energy to the whole range of internal and external stakeholders who have a relationship with, or serving as a platform for our own gains and interests.

Therefore, we will look at the journalists who communicate through social networks, which focus on working conditions in the mines, the fight against corruption, community radio stations that expand their sphere of influence to uninformed citizens living in remote villages.

We will not neglect the university professors who perform innovative research or who thoroughly study trends in the behaviour of citizens, the thinkers who avoid waffling, and Human Rights defenders. Furthermore, we will make sure to know the Heads of the Armed Forces, commanders of regiments participating in peacekeeping missions and who are therefore watching security threats with a new openness of mind.

Besides the stakeholders in place, we should also list the future ones such young public men likely to become leaders in the medium run, members of parliament elected for the first time and who preserve their social commitment, artists, film schools, writers, courageous book publishers, the winners of literary prizes, heritage lovers, painters that create new trends.

At a more societal level, we have to highlight the role of women fighting to give a voice to the voiceless, local



vation de désamorcer les embûches de la vie quotidienne, les comités de quartier, les associations communautaires. Enfin une mention spéciale peut être accordée à ceux qui travaillent de bonne volonté pour réinsérer ceux qui sont en prison, les médiateurs qui privilégient le dialogue et la négociation contre l'usage de la seule force et les leaders religieux de quelque religion que ce soit, pourvu qu'elle soit de paix.

En bref la diplomatie, dans ce monde complexe et interconnecté du XXI^{ème} siècle, demande nécessairement d'avoir une connaissance palpable et directe de la réalité environnante. Cela est à considérer d'une manière toute spéciale dans un pays en développement comme le Togo comme dans bien d'autres en Afrique ou ailleurs. Se concentrer sur l'obtention du tel ou tel contrat d'une compagnie ou sur la possibilité de donner accès à des produits commerciaux ne suffit pas si l'on tourne le dos à l'accompagnement du renfort nécessaire des institutions et des dynamiques sociales du pays.

Restons soucieux des enjeux de notre époque comme le faible accès à l'eau et à l'assainissement dans les nouveaux quartiers de grandes villes, la migration urbaine qui déjà concentre les populations autour de grandes métropoles, le déficit énergétique galopant qui risque d'empêcher de nouveaux investissements, la déforestation ou l'érosion côtière qui risquent de rendre instable les sociétés, etc. Ceci est d'autant plus indispensable que les inégalités entravent la croissance. Et sans croissance, il n'y a pas non plus d'opportunités de commerce.

La diplomatie classique consistait à placer des alliés influents à la tête des institutions, à garantir une plateforme militaire avancée pour un déploiement d'intérêt. Aujourd'hui la diplomatie d'influence consiste surtout à pouvoir échanger sur les politiques publiques qui tiennent compte des aspirations démocratiques de la population, à savoir encourager des réformes nécessaires pour une meilleure gouvernance, à tisser des alliances entre partenaires qui assurent la stabilité interne et régionale, toutes mesures qui anticipent les conflits, malheureusement souvent stimulés par l'inertie des systèmes gardant des réflexes autocratiques.

Par conséquent, les « diplomates à œillères » (pardonnez-moi l'expression), qui se privent d'une telle vision latérale, sont une espèce en voie d'extinction. Comme dans un match de foot, tous les joueurs comptent, tous apportent : les associations, les entreprises, les départements de relations extérieures des universités, les initiatives de coopération décentralisées, les ONG internationales, etc. etc. Les écarter nous rendra dans la périphérie des rythmes de la réalité internationale.

Quelques exemples qui nous montrent comment nous sommes tous concernés par les menaces de notre temps. Vous vous souviendrez probablement de l'histoire de cet enfant privilégié, fils d'un des hommes les plus riches de Nigeria, ancien étudiant de l'école britannique à Lomé, qui après des études à Londres et à Dubaï, essaya de faire exploser un avion de ligne américain entre Amsterdam et Détroit avec une bombe qu'il cachait dans la semelle de ses chaussures.

Citons un autre lié cette fois à la force des médias. Vous avez probablement entendu parlé de la grande explosion de transparence provoquée récemment par un journaliste au Ghana sur le fonctionnement de la justice, qui a eu un impact bien plus direct et profond que des centaines de sessions de dialogue sectoriel, d'études, de séminaires ou d'échange de notes.

Finalement une autre référence met en relief la nécessité de travailler en concertation avec les nouveaux acteurs internationaux. Lors de la crise liée au virus Ebola, heureusement

authorities who get up every morning with the motivation to defuse the pitfalls of everyday life, neighbourhood committees, and community associations.

Finally, we can mention especially those who are working with goodwill to reintegrate prisoners, ombudsmen who foster dialogue and negotiation against the use of force alone and religious leaders of any religion whatsoever, provided it is peaceful.

Briefly, diplomacy in this complex and interconnected world of the twenty-first century require necessarily having a tangible and direct knowledge of the surrounding reality. This is to be considered in a very special way in a developing country like Togo, as well as in many others in Africa or elsewhere. To focus on obtaining a given contract of a company or on the opportunity to provide access to commercial products is not enough if there is no support for the necessary strengthening of institutions and social dynamics of the country.

Let us remain mindful of the issues of our time such as low access to water and sanitation in the new neighbourhoods of large cities, urban migration which already concentrated populations around large cities, the galloping energy deficit that may prevent new investments, deforestation or coastal erosion that may cause societies to become unstable, etc. This is even more essential that inequalities hinder growth, and without growth, there are no more trade opportunities.

Classical diplomacy consisted in placing influential allies as heads of institutions and in ensuring military advanced platform for interest deployment. Today, the influence diplomacy consists above all in being able to discuss public policies that reflect the democratic aspirations of the population, in promoting reforms necessary for better governance, in building alliances with partners to ensure internal and regional stability, measures that anticipate conflicts, which are, unfortunately, often driven by the passivity of the regimes keeping autocratic reflexes.

Therefore, the « blinkered diplomats » (pardon the expression), who deprive themselves of such side vision, are a species endangered. Like in a football match where all players count, the contribution of all is important: associations, companies, universities departments of foreign relations, decentralized cooperation initiatives, international NGOs, etc. Excluding all this will bring us in the periphery of the rhythms of the international reality.

Here are some examples that show us how we all have a stake in the threats of our time. You probably remember the story of a privileged child, son of one of the richest men in Nigeria, a former student of the British School in Lomé, who after studying in London and Dubai, tried to blow up a US airliner from Amsterdam to Detroit with a bomb he was hiding in the sole of his shoes.

I want to quote another example linked this time to the power the media. You have probably heard of the great explosion of transparency caused recently by a journalist in Ghana on the functioning of justice, which had a much more direct and profound impact than hundreds of sectoral dialogue sessions, studies, seminars or exchange of notes.

Finally, another reference highlights the need to work in consultation with the new international stakeholders. During the crisis related to the Ebola virus – fortunately →



→ surmontée, les citoyens des pays touchés n'ont pu que constater dramatiquement l'anémie de leurs services de santé et la faiblesse de leurs capacités. Même la machinerie de l'OMS s'est vue largement débordée face à la virulence et à l'intempestive urgence. C'est une organisation humanitaire non gouvernementale, Médecins sans Frontières, qui a soutenu à bout de bras la réponse pendant des semaines, dans l'attente d'une réaction de la communauté internationale organisée. Cette organisation indépendante et courageuse a comblé dans un moment difficile la distance entre l'urgence de la solidarité et la réalité des faits.

Cela nous a appris que les partenaires diplomatiques qui ne participent pas encore aux forums de coordination de tout type vont à l'encontre de l'histoire. Ils seront condamnés à se joindre tôt ou tard aux efforts concertés. Nous avons l'obligation tous ensemble au XXI^{ème} siècle de travailler pour faire émerger une idée de dignité humaine, de citoyenneté globale et arc-en-ciel où il serait possible d'accepter la diversité, sans que des sentiments d'appartenance soient utilisés pour cloisonner notre monde, nos différences, et pour l'avènement ultime d'une fraternité de droits et des devoirs qui nous réunisse.

Au Togo, ce soir, voici un plaidoyer en faveur des identités basées sur des projets d'avenir en commun et non sur des récriminations ou des clivages du passé.

Je n'oublie pas qu'une vision rétrospective des 60 dernières années en Afrique nous apprend comment les jeunes états indépendants ont dû surmonter pendant cette période le reliquat de la déstructuration sociale de l'esclavage, se départir de la rhétorique paternaliste du colonialisme et de ses vestiges, et sortir indemnes de l'échiquier de la guerre froide. Par conséquent la tentation était forte pour ne pas investir suffisamment d'efforts dans le long processus de l'éducation civique, entravant la création d'une mémoire collective, préférant l'impact de ce qui est immédiat et visible, mais pas nécessairement le plus durable.

On doit reconnaître que la diplomatie de tous horizons n'a pas assez contribué ces dernières décennies à la confirmation de la solidarité internationale, et avec elle à l'excellence et à la conscience morale, pour qu'elles deviennent le fondement de la convivialité et de la fraternité dans ces pays nouveaux.

La diplomatie des valeurs n'a pas toujours été au rendez-vous pour donner une juste valeur à la justice internationale, au développement durable et à la défense des droits de l'Homme.

L'avidité des pouvoirs internes et les intérêts latents externes, au lieu de la fraternité, ont donné la place à l'ignorance et parfois à ses inévitables compagnons : la violence, la pauvreté, la cruauté vis-à-vis du respect citoyen.

Mais en 2016 nos yeux ne peuvent plus rester fermés. La diplomatie moderne signifie que les réponses aux questions complexes de notre monde doivent être impérativement légitimes -en accord avec le droit interne et international - et efficaces, c'est-à-dire, qu'elle doit trouver des solutions aux problèmes réels des populations.

La réalité et la densité géostratégique de nos jours (matières primaires, croissance économique et démographique, défis sécuritaires, etc.) exigent de limiter la tendance à la « marchandisation » des relations internationales en général, mais avec l'Afrique en particulier, mettant les hommes et les femmes au cœur de nos échanges.

Magnifions nos regards, allons au-delà de cette Afrique source nourricière du monde, d'une Afrique qui compterait seulement sur la diplomatie économique ou l'aide au déve-

overcome – the citizens of the affected countries could only notice dramatically the anaemia and the low capacity of their health services. Even the WHO machinery was widely overwhelmed faced with the virulence and untimely emergency. It was a nongovernmental humanitarian organization, “Médecins sans Frontières” (Doctors without Borders), which has supported at arm's length the response for weeks, pending a reaction of the organized international community. This independent and brave organization has filled in, at a difficult moment, the gap between urgent solidarity and facts.

It taught us that diplomatic partners who do not yet participate in the coordination fora of all types go against history. They will be condemned to join sooner or later the concerted efforts. In this 21st century, we have an obligation to work all together to bring about a sense of human dignity, of global and rainbow citizenship with acceptance of diversity and our differences, without using feelings of belonging to compartmentalize our world, and ultimately for the advent of a fraternity of rights and duties that unites us.

In Togo, tonight, here is a plea for identities based on future common projects and not on recriminations or divisions of the past.

I do not forget that a retrospective view of the past 60 years in Africa shows us how young independent states have faced during this period the balance of the social breakdown of slavery, departing from the paternalistic rhetoric of colonialism and its remains, and emerged unscathed from the chessboard of the cold war. Therefore, the temptation was strong not to make enough efforts in the long process of civic education, thus impeding the creation of a collective memory and preferring the impact of immediate and visible things, but not necessarily the most sustainable.

We must recognize that diplomacy of all backgrounds has not contributed enough in recent decades to the confirmation of international solidarity, and through it, to excellence and moral consciousness, so that they become the basis of friendliness and fraternity in these new countries. The values diplomacy has not always been there to give a fair value to international justice, sustainable development and the defence of Human Rights.

The greed of internal powers and external latent interests, instead of fraternity, gave rise to ignorance and sometimes to its unescapable companions of violence, poverty, and cruelty against respect for the citizen.

However, in 2016, our eyes cannot remain closed. Modern diplomacy means that the answers to the complex issues of our world must be strictly legitimate – in accordance with domestic and International laws – and effective, that is to say, it must find solutions to the real problems of the people.

Nowadays, the geostrategic reality and density (raw materials, economic and population growth, security challenges, etc.) required to limit the trend towards «commoditization» of international relations in general, and especially in Africa, while putting men and women at the centre of our exchanges.

We have to magnify our eyes, to go beyond Africa as a nourishing source of the world, an Africa that would only rely on economic diplomacy or development assis-



Photo de famille à l'issue de la conférence. / *Family photo at the end of the conference.*

© MAECIA

loppement. Donnons valeur au nombre grandissant de jeunes hommes et femmes en Afrique qui sont prêts à travailler pour le bienfait de leurs communautés, qui sont prêts à prendre leur destin en main et celui de leurs nations. Cette immense énergie humaine, ce potentiel social est la source naturelle, la matière première la plus importante d'Afrique.

Si l'Afrique se convainc qu'elle est un partenaire politique pour nous tous, si d'abord les populations s'approprient cette conviction, puis les pays, les organisations régionales, jusqu'à l'Union africaine, elle sera certainement entendue en Europe.

Attardons-nous un moment sur les relations entre l'Afrique et l'Europe. Elles sont irrémédiablement liées par l'histoire, par des langues en commun, par l'interaction de leurs populations et de leurs diasporas, par leurs intérêts économiques du moment mais surtout par leur avenir : ce qu'un sage a défini avec la concision de la langue anglaise comme : « The unavoidability of togetherness », le fait irrémédiable de vivre ensemble.

J'ai l'impression qu'une nouvelle mentalité se développe au sein des Européens qui ne considère plus l'Afrique comme un pays mais qui s'efforce de comprendre sa diversité.

Les institutions européennes, les nouvelles générations en Europe ne portent plus le lourd fardeau de la colonisation. Nous regardons l'Afrique d'une manière plus fraîche, plus pragmatique, plus responsable. Beaucoup d'entre nous ont appris à vivre dans des sociétés où la diversité de couleur de peau ou d'origine n'est plus un obstacle. Les phénomènes tragiques de ces dernières années au nord de Mali, par exemple, ou ces jours-ci les cadavres des migrants dans la Méditerranée ont eu, au moins, un effet positif sur la société européenne : elle s'est rendu compte de la proximité géographique mais aussi stratégique avec l'Afrique.

D'un côté au nord de la Méditerranée, une société qui est arrivée à atteindre un niveau de confort très vivable, même si la crise actuelle le menace. Sur le versant sud, l'Afrique effervescente qui multiplie sa population par deux tous les 20 ans, avec une moyenne d'âge par exemple au Togo de 19 ans. En 2035,

tance. We have to place value on the growing number of young men and women in Africa who are willing to work for the benefit of their communities, who are ready to take in charge their destiny and that of their nations. This huge human energy or social potential is the most important natural resource and raw material in Africa.

If Africa is convinced that it is a political partner for us, if its populations first take over this conviction, followed by the countries and regional organizations including the African Union, then the continent's cause will be surely considered in Europe.

Let us linger a moment on the relationship between Africa and Europe. They are irreparably bound together by history, by shared languages, by the interaction of their populations and their diasporas, by their current economic interests and especially by their future: that is what a wise has defined concisely in English as «the unavoidability of togetherness,» the irreparable fact of living together.

I feel that a new mind-set is growing among Europeans who no longer regard Africa as a country but are trying to understand its diversity.

The European institutions, the new generations in Europe no longer bear the heavy burden of colonization. We look at Africa in a fresher, more pragmatic, more responsible way. Many of us have learned to live in societies where the diversity of skin colour or origin is no longer an obstacle. The tragic events of recent years in the northern Mali, for example, or these days the bodies of migrants in the Mediterranean had at least a positive effect on the European society: it realized the strategic and geographical proximity with Africa.

On the north side of the Mediterranean, a society that has reached a level of comfort very liveable, even if the current crisis threatens it. On the south slope, the agitated Africa whose population doubles every 20

→ dans 20 ans seulement (au moment où le ministre DUSSEY devrait prendre sa retraite), le nombre de jeunes Africaines et Africains qui atteindront l'âge de travailler sera supérieur à celui du reste du monde ensemble. Au même moment, l'Europe arrivera à peine à un ratio d'une seule personne en activité pour une personne à la retraite.

Complémentarité ? Communion d'avenir ? Reste à savoir si nous tous voulons entendre ce message.

Sans oublier les erreurs du passé, j'ai la forte conviction que les Européens souhaitent maintenant construire un futur commun, ils se posent surtout la question non de comment travailler « en » ou « pour » l'Afrique, mais « avec » l'Afrique.

Chers amis Africains, soyez rassurés que le discours propre à un certain populisme en Europe selon lequel, dans un monde idéal, chacun resterait chez soi, dans des Etats-nations immuables, comme des îles, recroquevillées sur eux-mêmes, reste très heureusement minoritaire.

Le défi est énorme. Selon les estimations, au rythme actuel, l'Afrique devra créer 18 millions de nouveaux postes de travail par an. Les statistiques montrent qu'en Afrique il y a actuellement 400 millions de jeunes qui n'ont pas de travail ni d'éducation. En Europe nous les appelons les « ni-ni », de « chair à canon », en définitif de nouveaux esclaves dans notre monde globalisé et interconnecté.

Nous avons tous un intérêt égoïste quand il s'agit du développement de l'Afrique : en investissant chez vous, vous investissez en nous. Et cela passe par l'ouverture de nouvelles opportunités de marchés mais aussi par les ressources humaines.

Cela me permet de partager un enseignement sur l'ampleur du défi de développer une éducation solide contre la corruption. Il ne s'agit pas de combattre la corruption ponctuellement ou fermement mais surtout de la punir socialement. A l'instar de la démocratie, élire ceux qui gouvernent est la base, mais pas la finalité. Nous ne sommes pas des démocrates en gagnant seulement dans les urnes mais aussi en gouvernant tous les jours démocratiquement.

Enfin, ces réflexions sont des encouragements, dirigés surtout aux jeunes fonctionnaires présents dans la salle ce soir ; un appel à l'audace dans leurs analyses de la réalité et des enjeux, pour qu'ils évitent à tout prix de se laisser séduire par l'immobilisme.

Il nous faut un enthousiasme renouvelé de la part des jeunes Africains, semblable à celui qui a envahi l'Afrique au moment des indépendances. Cela doit être un enthousiasme rassembleur, un enthousiasme qui évite les préjugés et les tendances à se replier vers une thématique qualifiée de « problèmes africains » qui serait une espèce de relativisme culturel en réalité inexistant. L'Afrique n'a jamais eu dans son histoire une jeunesse aussi bien éduquée, avec une connaissance aussi lucide des paradoxes de notre monde. Le chemin de la prospérité économique et de la bonne gouvernance ouvert par cette jeunesse évitera les dérapages tragiques de ceux qui décident, par nécessité et non par choix, d'entreprendre la voie de la migration irrégulière. La réussite de cette jeunesse africaine doit devenir la garantie d'entente sur les grandes questions internationales avec l'Afrique au premier plan.

Je termine.

J'ai plaidé ce soir en cherchant les meilleurs arguments pour une nouvelle diplomatie qui représente les états mais aussi les aspirations des citoyens. Une diplomatie qui élargisse les prérogatives de la diplomatie traditionnelle dans le champ économique, bien sûr, mais aussi dans d'autres comme la culture

years, with an average age of 19, for example in Togo. In 2035, in only 20 years (when the Minister DUSSEY should retire), the number of young Africans, men and women, who will reach working age will be higher than in the rest of the whole world. At the same time, Europe will arrive at a ratio of only one person in business for a retired person.

Complementarity? Future communion? The question is whether we all want to hear that message.

Without forgetting the mistakes of the past, I am strongly convinced that Europeans now want to build a common future. They especially raise the question not of how to work «in» or «for» Africa, but «with» the Africa.

I can assure you, dear African friends that the populist speech in Europe according to which in an ideal world, everyone would stay in the home country, in unchanging nation-states as islands, curled up on themselves, remains fortunately related to a minority.

The challenge is huge. According to estimates, at the current rate, Africa should create 18 million new jobs per year. Statistics show that in Africa there are currently 400 million young people who have no work or education. In Europe, we call them «lev- or», «cannon fodder», and finally, «new slaves» in our globalized and interconnected world. We all have a selfish interest in matters relating to the development of Africa: by investing in your countries, you invest in us. And this requires the opening of new market opportunities but also human resources.

This allows me to share a lesson on the extent of the challenge to develop a solid education against corruption. The point is not fighting corruption occasionally or firmly but especially to punish it socially. Like democracy, electing those who govern constitutes the basis, but not the aim. We are not democrats through winning only at the polls but also while governing democratically daily.

Finally, these reflections are encouragements directed especially to young officers in this room tonight; a call for boldness in their analyses of reality and issues, so that they avoid at all costs to be enticed by opposition to progress.

We need a renewed enthusiasm from young Africans, similar to that which invaded Africa at independence. This should be a unifying enthusiasm, an enthusiasm that avoids prejudices and tendencies to fall back to a theme of «African problems» that would be a kind of cultural relativism which does not exist really. Africa has never had in its history a well-educated youth as now, with a lucid understanding of the paradoxes of our world. The path of economic prosperity and good governance opened by this youth will avoid the tragic blunders of those who decide, by necessity, not by choice, to undertake the journey of irregular migration. The success of the African youth must become the guarantee of understanding on major international issues with Africa on the foreground.

I finish.

I pleaded tonight by seeking the best arguments for a new diplomacy that represents the states but also the aspirations of citizens. It is for a diplomacy that expands the powers of traditional diplomacy in the economic field, of course, but also in others such as culture and



ou la sécurité, en raison de l'interdépendance croissante et des influences stratégiques diverses.

J'ai encouragé des regards diplomatiques non stéréotypés par l'histoire ou par les intérêts. J'ai appelé à dépasser les « canons diplomatiques », à surmonter les propos qui n'essaient que de convaincre les convaincus, ces discours qui expriment un décalage vis-à-vis de la réalité, défendant ce que nous avons qualifié de « paradigme de l'immobilisme ».

Finalement j'ai défendu l'importance, partout mais notamment avec l'Afrique et avec les pays en développement, d'une diplomatie publique moderne qui s'insère dans une logique partenariale et concentre ses efforts de diffusion des valeurs sur l'éducation, la citoyenneté et la justice pour tous, spécialement pour les jeunes. Ce sont les fermetures dans nos économies, dans nos sociétés, les pertes d'opportunités, les plafonds de verre qui sont imposés aux jeunes générations, les corporatismes qui se sont construits, qui à la fois nourrissent la frustration sur le plan individuel et sèment l'ivraie du conflit dans les sociétés.

Un grand penseur latino-américain de nos jours a qualifié le XXI^{ème} siècle comme « le monde entre guillemets », c'est-à-dire comme celui de l'exercice consistant à incorporer des mots dans le langage public qui très souvent atténue leur signification.

Par exemple, il énumère des statistiques des organismes internationaux qui comptabilisent comme « des écoles » (entre guillemets) les structures qui en réalité n'éduquent pas, ou « des hôpitaux » (entre guillemets) les lieux qui ne soignent pas ou « des entreprises privées » (entre guillemets) qui existent seulement grâce aux finances publiques, ou « des ministères de la Défense » (entre guillemets) qui ne se préparent pas pour se défendre de possibles menaces externes mais plutôt pour contrôler leurs propres citoyens. Mais encore « des médias de communication privés et indépendants » (entre guillemets) qui formellement sont créés par des investisseurs privés et qui nominalement se considèrent indépendants mais qui sont en réalité les esclaves des gouvernements, des grandes entreprises, de partis politiques ou de personnes intéressées qui les financent et les contrôlent, « des volontaires » (entre guillemets) qui s'habillent et se comportent comme des soldats en Ukraine ou en Syrie, « des ONGs » (entre guillemets) qui en réalité sont organisées et contrôlées par des gouvernements.

Ce monde « entre guillemets », ce monde de faux-semblants, a aussi ses expressions favorites dans la diplomatie et les relations internationales : « des partenariats ouverts et sincères » (entre guillemets) ou « de l'amitié entre les peuples » (entre guillemets) qui au contraire démontrent bien leur dépendance ou soumission ou « des Etats défenseurs des droits de l'Homme » (entre guillemets) qui harcèlent leurs citoyens.

Dans le monde de la politique, « des réformes constitutionnelles » (entre guillemets) soumises au référendum pour « donner la voix aux peuples » (entre guillemets) qui se font approuver à la hâte, sous l'épée de la violence ou de l'intimidation, en interdisant les émissions des radios internationales ou empêchant l'utilisation des réseaux sociaux considérés comme subversifs.

Serait-il le XXI^{ème} « un siècle entre guillemets » ?

La diplomatie a toujours eu envie, d'hier à aujourd'hui, de résoudre les problèmes par la paix et par le dialogue. Le monde d'aujourd'hui nous demande de mettre à jour nos outils et parmi eux, de déverrouiller « les guillemets » qui parfois enferment nos actions et de ne pas trahir excessivement la liberté intellectuelle de nos citoyens : les nôtres et ceux des pays qui nous accueillent.

Merci beaucoup pour votre attention.

security, because of the growing interdependence and the various strategic influences.

I encouraged a diplomatic view that is not stereotyped due to history or interest. I appealed to overcome the «diplomatic guns,» to overcome the speeches that only try to convince those already convinced, those speeches which express a shifting vis-à-vis the reality, defending what we have called a «paradigm of inaction.»

Finally, I defended the importance everywhere but especially in Africa and in developing countries, of a modern public diplomacy with a partnership approach and focusing its efforts in disseminating the values of education, citizenship and justice for all, especially for young people.

These are closures in our economies, in our societies. They are loss of opportunities, glass ceilings imposed on younger generations and a built corporatism that both feeds frustration at the individual level and sows rye grass of the conflict in societies.

A great contemporary Latin American thinker described the twenty-first century as «the world in quotes,» that is to say, the century of an exercise consisting in incorporating words in the public language that often mitigates their meaning.

For example, he lists statistics of international organizations which count as «schools» structures that actually do not educate, or as «hospitals» places that do not heal or as «private companies» companies that exist only through public finance, or «defence ministries» while they do not prepare to defend the state against possible external threats but rather to control their own citizens. Furthermore, he points «private and independent communication media» which are formally created by private investors and nominally do consider themselves independent but are actually the slaves of the following: governments, corporations, political parties, or interested persons that finance and control them. There are also in the list as «voluntaries» people who dress up and behave like soldiers in Ukraine or Syria, as «NGOs,» entities which are actually organized and controlled by governments.

This world «in quotes», this world of pretence, also has his favourite expressions in diplomacy and international relations, such as «open and sincere partnerships» or «friendship between peoples» which clearly show to the contrary dependence or submission, or «Human Rights defenders states'» that harass their citizens.

In the world of politics, «constitutional reforms» submitted to referendum to «give voice to the people» are often hastily approved by the people, under the sword of violence or intimidation, while banning the international radio stations broadcasting or preventing from the use of social networks considered subversive.

Would the 21st century be a century in quotation marks?

Diplomacy has always wanted, then and now, to solve problems through peace and dialogue. Today's world requires us to update our tools and among them unlock «quotes» which sometimes enclose our actions, and not to betray excessively intellectual freedom of our citizens: our own citizens and those of our host countries.

Thank you very much for your attention.

Le Président Faure Essozimna GNASSINGBE, invité d'honneur au cinquantième du PNUD à New York

President Faure Gnassingbe Essozimna, guest of honor of the fiftieth anniversary of UNDP in New York

par Mme Tifoumnaka KOUBODENA, Chargée d'Etudes à la Direction de la Coopération Internationale.

By Ms: Tifoumnaka KOUBODENA, Research Officer at the Department of International Cooperation.

Créé en 1966, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) célèbre ses 50 ans d'existence cette année 2016. Pour cette célébration, l'organisation onusienne a présenté lors des manifestations à New-York, à son siège, ses réalisations et a mis en relief les principaux enjeux et les défis à relever dans la mise en œuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030 ainsi que le rôle du PNUD en tant que partenaire de mise en œuvre des objectifs du développement durable (ODD). La réunion de haut niveau organisée dans le cadre de ce cinquantième du PNUD a connu la participation, le 24 février 2016, du Chef de l'Etat, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE.

Invité d'honneur de l'Administrateur général du PNUD, Mme Helen CLARK, et seul Chef d'Etat présent pour l'occasion, le Chef de l'Etat togolais a prononcé une allocution solennelle, au siège de l'institution. Il a partagé avec le reste des pays membres du PNUD l'expérience togolaise en matière du développement et de lutte contre la pauvreté.

Il a aussi salué les actions du PNUD et des autres partenaires du Togo, notamment dans les domaines politique, socio économique, environnemental, de la gouvernance démocratique et des Droits de l'Homme. Ces actions sont globalement satisfaisantes et déterminantes dans le processus de démocratisation et de développement du Togo selon le Président de la République. En effet, le PNUD a toujours été un partenaire présent et disponible aux côtés du gouvernement dans ses efforts de réduction de la pauvreté et sa politique de développement.

Il a, en outre, relevé que le PNUD a contribué à l'apaisement des tensions socio-politiques au Togo en faisant la promotion du dialogue durant les processus électoraux de 2007, 2010, 2013 et 2015 ainsi que son assistance au processus de réconciliation nationale à travers les consultations nationales qui ont associé les populations à la base.

Sur le plan du développement, « le PNUD a été d'un appui majeur pour l'élaboration par notre pays de ses stratégies nationales de lutte contre la pauvreté ».

Le Chef de l'Etat, précisant les priorités du Togo, a relevé que : « Ce qui est important, c'est l'ambition que nous nous fixons et les moyens que nous nous donnons. Comment faire pour que l'échec du passé ne se répète pas ? Je crois que cette ambition, elle est d'autant plus importante que les conséquences de la pauvreté sont aujourd'hui plus dévastatrices qu'elles l'étaient hier. Parce que le jeune qui est pauvre aujourd'hui, a le choix entre sortir de la pauvreté ou alors un mauvais choix : le terrorisme, le trafic de drogue,

Created in 1966, the United Nations Development Program (UNDP) celebrates its 50th anniversary this year 2016. For this celebration, the UN organization has presented during the events in New York, its headquarters, its achievements and highlighted the key issues and challenges in the implementation of the sustainable development program for 2030 as well as the role of UNDP as the implementing partner of the Sustainable Development Goals. The high-level meeting organized in the context of UNDP's fiftieth anniversary was attended on 24 February 2016, the Head of State, H.E.Mr. Faure Gnassingbe Essozimna.

Guest of honor, and the only head of state present at the occasion, the Head of State of Togo, delivered a solemn speech at the institution's headquarters.

He also expressed his appreciation for UNDP actions and other partners of Togo, especially in political, socio economic, environmental, democratic governance and human rights fields. These actions, according to the President of the Republic, are generally satisfactory and decisive in the process of democratization and development in Togo. In fact, UNDP has always been a present and available partner of the government in its efforts to reduce poverty and its development policy.

He further noticed that UNDP has contributed to the quietening down of socio-political tensions in Togo by promoting dialogue during the 2007, 2010, 2013 and 2015 electoral processes, as well as its assistance to the process of national reconciliation through national consultations who associated the grassroots.

In the field of development, «UNDP has been a major support for our country in the development of its national strategies to fight against poverty.»

The Head of State, specifying priorities of Togo, noted that: «What is important is the ambition we set for ourselves and the means we give to ourselves. How to make the failure of the past not to be repeated? I believe that this ambition is particularly important as the consequences of poverty are more devastating today than they were yesterday. Because the young man who is poor today has the choice between going out from poverty or making the bad choice: terrorism, drug trafficking, etc... So this puts more pressure on governments to find appropriate solutions. This is why we have no time to waste. I spoke about urgency acting now, acting fast. And that is what the community development emergency program allows us to do.»

Moreover, the Head of State justify the delay of Togo in the implementation of the Millennium Development



etc...Donc, cela met plus de pression sur les gouvernements pour trouver les solutions idoines. C'est pour cela que nous n'avons plus de temps à perdre. J'ai parlé d'urgence, agir maintenant, agir vite. Et c'est ce que le programme d'urgence de développement communautaire nous permet de faire ».

Par ailleurs, le Chef de l'État a justifié le retard du Togo dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement par la longue crise ayant mis le pays en marge de la communauté de développement, mais a insisté sur le fait que grâce à la mobilisation et au plaidoyer du PNUD, le Togo a pu rattraper le retard par le truchement d'un mécanisme d'accélération. Ce mécanisme a permis au Togo de se mettre en bonne position pour les Objectifs de Développement Durable.

Il a également présenté en détail le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC). Ce programme, lancé le 13 janvier dernier, a été particulièrement apprécié par les responsables du PNUD et toute la communauté internationale. Elaboré par l'Etat togolais pour réduire et lutter contre l'extrême pauvreté des populations en général et celle des zones rurales, le PUDC est une politique de développement qui fait du Togo, un pays de référence et d'innovation. Le PUDC prend en compte non seulement la dimension humaine et sociale mais aussi la dimension environnementale. Selon le Directeur du Bureau Régional du PNUD pour l'Afrique, M. Abdoulaye Mar DIEYE : « C'est un programme d'urgence qui est une première après celui du Sénégal. L'intérêt de ce programme, c'est que les résultats seront visibles en moins de six (6) mois ... ».

« Je voulais saluer l'initiative du Président qui devrait mettre rapidement ce programme en œuvre. Cela va aider le gouvernement à mobiliser les ressources beaucoup plus larges que celles injectées au plan national... », a-t-il poursuivi. Il a enfin exprimé le souhait et la disponibilité de son institution à accompagner le gouvernement togolais pour l'exécution du Programme d'Urgence de Développement Communautaire. La réalisation des Objectifs du Développement Durable n'est possible qu'avec la formation d'une large coalition de dirigeants du secteur public, des organisations multilatérales et du secteur privé. En effet, avec les Objectifs du Développement Durable pour guide, il est possible de bâtir un monde où les économies et les sociétés seront plus inclusives et où notre planète sera protégée des pires effets des changements climatiques ainsi que les autres formes de dégradation de l'environnement.

Il convient de rappeler que depuis sa création, le PNUD s'est illustré dans le domaine de lutte contre la pauvreté. Il est la cheville ouvrière du système des Nations Unies en matière de promotion du développement, d'une meilleure qualité de vie, de la réduction de la pauvreté dans plus de 170 pays de part le monde et apporte des connaissances, des expériences et des ressources afin d'améliorer les conditions de vie des populations.



Le Président Faure Gnassingbé et Helen Clark, Administrateur du PNUD / President Faure Gnassingbé and Helen Clark, Administrator of UNDP

Goals by long crisis that put the country on the sidelines of the development community, but insisted on the fact that through mobilization and UNDP advocacy, Togo was able to catch up through an acceleration mechanism. This mechanism has allow Togo to get in good position for the Sustainable Development Goals.

He also presented in detail the Community Development Emergency Program (CDEP). The program which was launched on January 13, was particularly appreciated by the UNDP officials and the international community. Togo then becomes a country of reference and developmental innovation. According to the Director of the UNDP Regional Bureau for Africa, Abdoulaye Mar DIEYE : «This is an emergency program which is a first after that of Senegal. The advantage of this program is that the results will be visible in less than six (6) months ... ».

«I wanted to welcome the initiative of the President who should promptly put the program into effect. This will help the government mobilize much larger resources than those injected at the national level ... ». He also expressed the wish and the availability of his institution to support the Togolese government for the implementation of the Community Development Emergency Program. Achieving the Sustainable Development Goals is possible only with the formation of a broad coalition of leaders from the public sector, multilateral organizations and the private sector. In fact, with the objectives of sustainable development as guide, it is possible to build a world where economies and societies will be more inclusive and where our planet will be protected from the worst effects of climate change and other forms of environment degradation.

It should be recalled that since its creation in 1966, UNDP has shown itself in the field of the fight against poverty. It is the linchpin of the United Nations system in promoting development, better quality of life, reducing poverty in over 170 countries around the world and bringing knowledge, experiences and resources to improve the living conditions of populations..

Entrée solennelle du Togo au Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU

Solemn entry of Togo to the Council of the UN Human Rights

par Mme Mounto AGBA, Chargée d'Etudes à l'Inspection Générale des Missions Diplomatiques et des postes Consulaires
By Ms Mounto AGBA, Research officer at the General Inspectorate of Diplomatic Missions and Consular posts

La 31^{ème} Session du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies s'est tenue, du 29 février au 24 mars 2016 à Genève en Suisse. Le Président de la République, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE a pris part à cette Session, pour marquer l'entrée solennelle du Togo au Conseil.

Le Togo, après avoir été membre actif du Conseil de sécurité des Nations Unies de 2012 à 2014 où les grands enjeux mondiaux tels que la paix et la sécurité sous toutes ses formes ont été débattus, il a été élu siège depuis le 1^{er} janvier 2016 au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies pour un mandat de 3 ans.

Le Conseil des droits de l'Homme est un organe intergouvernemental du système des Nations Unies chargé de renforcer la promotion et la protection des droits de l'Homme partout dans le monde pour faire face aux situations de violations des droits de l'Homme. Pour ce faire, il formule des recommandations à leur sujet.

Au cours de cette session qui marque également le 10^{ème} anniversaire du Conseil des droits de l'Homme, les Etats membres ont focalisé leurs interventions et débats sur le thème : « Les objectifs du Développement durable et les droits de l'homme ».

En effet, le 15 septembre 2015, les Etats membres de l'ONU ont adopté une liste de 17 nouveaux Objectifs de Développement Durable (ODD) pour la période 2015-2030 afin d'éradiquer entre autres, la pauvreté, promouvoir l'égalité des sexes, protéger la planète et garantir la prospérité pour tous.

Aujourd'hui, les notions de droits de l'Homme et de développement durable constituent la base des politiques publiques. Elles servent de fondement à la vie humaine et garantissent l'avenir des générations futures. Tous les pays sont concernés et l'action doit être collective. La protection des droits de l'Homme doit se concevoir dans une perspective de durabilité, au-delà de 2030. Elle nécessite donc une gouvernance mondiale.

A sa réélection à la Présidence du Togo en 2015, le Chef de l'Etat s'est engagé au renforcement de l'Etat de droit, des libertés fondamentales et d'une justice indépendante et modernisée.

A la tribune du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le Président Faure Essozimna GNASSINGBE, a dans son discours, réitéré l'engagement du Togo à poursuivre sans relâche des efforts pour l'avènement d'un monde où triomphent les droits de l'homme. Il a par ailleurs,

The 31st Session of the UN Human Rights Council was held from February 29 to March 24, 2016 in Geneva, Switzerland

The President of the Republic, H.E.Mr. Faure Gnassingbe Essozimna took part in this session to mark the solemn entry of Togo to the Council.

Togo, after having been an active member of the Security Council of the United Nations from 2012 to 2014 where major global issues such as peace and security in all its forms have been debated, was elected office since January 1st, 2016 at the Council of the United Nations Human Rights for a term of 3 years.

The Council of Human Rights is an intergovernmental organ of the United Nations system responsible for strengthening the promotion and protection of human rights throughout the world to address situations of violations of human rights. To do this, it shall make recommendations thereon

During this session, which also marks the 10th anniversary of the Council of Human Rights, the Member States have focused their speeches and debates on the theme «The goals of sustainable development and the human rights».

In fact, on 15 September 2015, UN member states adopted a list of 17 new Sustainable Development Goals (SDGs) for the period 2015-2030 to eradicate among others, poverty, promote gender equality, protect the planet and ensure prosperity for all.

Today, the concepts of human rights and sustainable development are the basis of public policy. They are the basis for human life and guarantee the future of generations. All countries are involved and the action must be collective. The protection of human rights should be seen in the perspective of sustainability, beyond 2030. It therefore requires global governance.

A re-election to the Presidency of Togo in 2015, the Head of State is committed to strengthen the rule of law, fundamental freedoms and an independent and modernized justice.

At the forum of the UN Human Rights Council, President Faure Essozimna GNASSINGBE, in his speech, reiterated the commitment of Togo to relentlessly pursue efforts for the advent of a world in which triumph the human rights. He also stressed the importance of cooperation with non-state actors to develop projects of strengthening human rights especially in poor countries.



insisté sur l'importance de la coopération avec les acteurs non étatiques pour développer des projets de renforcement des droits de l'Homme en particulier dans les pays pauvres.

Il est indispensable d'adopter une approche participative centrée sur l'appropriation nationale a-t-il déclaré.

Le Togo s'est engagé à moderniser sa justice afin qu'elle soit équitable, impartiale et accessible à tous. Il a, à cet effet, élaboré un programme en 6 points qui comprend l'amélioration du cadre juridique, institutionnel et organisationnel, la modernisation de l'administration pénitentiaire, l'accès aux droits et à une justice équitable et de qualité, le renforcement des capacités professionnelles, la modernisation de l'équipement et de la logistique et enfin le renforcement du financement et du pilotage du système judiciaire.

Feu Président Nelson Mandela disait que : « l'Homme ne sera jamais libre s'il n'a pas de pain, mais il ne se contentera pas de pain s'il n'est pas libre ».

Cette affirmation confirme le lien indissociable entre les droits civils et politiques et les droits socioéconomiques.

Dans cette optique, il est donc important de poser des actions concrètes pour la réalisation ou l'atteinte du droit au développement. Le bien-être des populations passe inéluctablement par le droit à l'alimentation, à la santé, au logement, à l'éducation, à la formation, à l'emploi, à l'accès à l'eau potable etc.

Le Chef de l'Etat, a pour cela, plaidé pour le droit au développement, en particulier dans les pays pauvres.

Tout comme à son élection en 2014 pour siéger au sein de l'ECOSOC, le Togo est encore le pays ayant obtenu le meilleur score pour son élection au Conseil des droits de l'homme.

Ceci démontre la bonne volonté et l'engagement du Togo dans la culture de la paix et la confiance que lui font ses pairs pour trouver ensemble des réponses aux grands défis auxquels le monde fait face.

A ce sujet, le chef de la diplomatie togolaise, Prof Robert DUSSEY a déclaré : « La protection et le renforcement des droits de l'homme constituent un idéal à atteindre pour nos démocraties »...

« Ils sont au centre de nos projets de société, notamment en ce qui concerne le développement durable qui est une nouvelle orientation axée sur l'être humain et sa qualité de vie »

« La fin du développement, c'est le bien-être de la personne humaine, bien-être individuel et collectif »

L'accession du Togo au Conseil des droits de l'Homme



Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme des Nations Unies Zeid Ra'ad Al Husein et le Président Faure Essozimna Gnassingbé / The High Commissioner to the United Nations Human Rights Zeid Ra'ad Al Husein and President Faure Essozimna Gnassingbé

It is essential to adopt a participatory approach based on national ownership he said.

Togo is committed to modernize its justice so that it is fair, impartial and accessible to all. He has, for this purpose, developed a program in 6 points which include improving the legal, institutional and organizational framework, the modernization of prison administration, access to rights and equal justice and quality, the professional capacity building, the modernization of equipment and logistics and finally the strengthening of the financing and the control of the judiciary system.

Late President Nelson MANDELA said that: «Man will never be free if he hasn't bread, but he will not be contented with bread if he is not free.»

This statement confirms the indissociable link between civil and political rights and socio-economic rights.

In this context, it is important to take concrete steps for the realization or achievement of the right to development. The well-being inevitably involves the right to food, health, housing, education, training, employment, access to drinking water etc.

The Head of State, for that advocated the right to development, especially in poor countries.

As to its election in 2014 to sit in ECOSOC, Togo is still the country with the highest score for its election to the Council of Human Rights.

This demonstrates the willingness and commitment of Togo in the culture of peace and trust that its peers put on him to find all the answers to the great challenges that the world faces.

In this regard, the foreign minister, Prof Robert DUSSEY said: «The protection and strengthening of human rights constitute an ideal to reach for our democracies»...

«They are at the center of our social projects, especially regarding sustainable development which is a →



→ l'amène encore une fois à confirmer son retour sur la scène internationale et sa capacité à intervenir efficacement sur le plan national et international pour l'atteinte des Objectifs de Développement.

Les progrès du Togo en matière de développement, du respect des droits humains et la volonté affichée du Chef de l'Etat confirme la valeur de la personne humaine dans son agenda social pour le développement économique.

En marge du Sommet de haut niveau de la 31^e session du Conseil des droits de l'Homme, le Président Faure Essozimna GNASSINGBE a accordé des audiences à plusieurs personnalités. Avec le Chef de la diplomatie Française, Jean Marc AYRAULT, les discussions ont porté sur le leadership du Togo dans l'organisation de la lutte contre la piraterie maritime, l'engagement du Togo au Mali, la sécurité des militaires engagés dans l'ensemble des pays africains dans le cadre de la mission des Nations Unies.

Les échanges avec Mikheil JANELIDZE, Ministre des affaires étrangères de la Géorgie ont porté sur les relations bilatérales et les opportunités d'études en Géorgie pour les étudiants togolais.

La délégation présidentielle a été sollicitée par d'autres personnalités dont Madame Michael JEAN, Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie. (OIF), Messieurs Michael MOLLER, Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève, Choi KYONG-LIM, Ambassadeur de la République de Corée, Président du Conseil des droits de l'homme et Zed RAAD AL HUSSEIN, Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme.

new focus on the human being and its quality of life»

«The end of the development is the welfare of the human being, individual and collective well-being»

Togo's accession to the Council of human rights still leads once to confirm its return to the international stage and its ability to effectively intervene in the national and international levels to achieve the Development Goals.

Togo's progress in development, respect for human rights and the willingness of the Head of State confirms the value of the human person in his social agenda for economic development.

On the sidelines of the 31st session of the high level Summit on Human Rights, President Faure Essozimna GNASSINGBE granted audiences to several personalities. With the Head of the French diplomacy, Jean-Marc AYRAULT, the discussions focused on Togo's leadership in organizing the fight against maritime piracy, commitment of Togo to Mali, the security of military involved in all African countries within the framework of the United Nations mission.

Discussions with Mikheil JANELIDZE, Minister of Foreign Affairs of Georgia focused on bilateral relations and opportunities to study in Georgia for Togolese students.

The presidential delegation was asked by other personalities including Mrs. Michael Jean, Secretary General of the Organisation Internationale de la Francophonie. (OIF), Messrs Michael MOLLER, Director-General of the United Nations Office in Geneva, Choi Kyong Lim, Ambassador of the Republic of Korea, Chairman of Human Rights and Zed Ra'ad al-Hussein, UN High Commissioner for human rights.

Renforcement de la coopération entre le Togo et l'Egypte

Strengthening of cooperation between Togo and Egypt

par Eugène K. KLUTSE, Attaché de Cabinet du Ministre
Eugene K. KLUTSE, Minister Attache of Cabinet

Neuuf mois après l'inauguration du nouveau canal de Suez en présence du Chef de l'Etat, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, le Président de la République a effectué une visite d'Etat au Caire en République Arabe d'Egypte du 10 au 11 avril 2016.

Cette visite d'Etat a permis aux présidents Faure Essozimna GNASSINGBE et Abdel Fattah AL-SISSI de passer en revue 56 ans de relations diplomatiques entre les deux pays. La coopération bilatérale est particulièrement fructueuse comme le témoigne la signature de plusieurs accords économiques à l'occasion de

Nine months after the inauguration of the Suez Canal in the presence of the Head of State, His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGBE, President of the Republic paid a state visit to Cairo, in Arab Republic of Egypt from 10 to 11 April 2016.

This State visit allowed presidents Faure Essozimna GNASSINGBE and Abdel Fattah AL-SISSI to review 56 years of diplomatic relations between the two countries. Bilateral cooperation is particularly fruitful as evidenced by the signing of several economic agreements during the state visit of President Gnassingbe in Cairo.



cette visite d'Etat du Président GNASSINGBE au Caire.

SIGNATURE D'ACCORDS ÉCONOMIQUES

La coopération sud-sud entre le Togo et l'Égypte est de plus en plus pragmatique. De nouveaux accords viennent d'être signés et impulsent de facto la dynamique d'une réelle politique économique basée sur le développement.

La promotion de l'habitat, l'assainissement, les logements sociaux, la communication, la culture, l'agriculture et la santé constituent, entre autres, les domaines prioritaires visés par les accords conclus par les deux parties à l'occasion de cette visite.

« Cette visite ne peut pas être complète sans un contact direct avec les opérateurs économiques... » a affirmé le Chef de l'Etat qui a eu des échanges avec plusieurs groupes d'investisseurs égyptiens. La rencontre avec les responsables d'AFREXIM BANK a permis au Chef de l'Etat sensibiliser ces derniers sur l'amélioration significative du climat des affaires, aujourd'hui, très attractif et bénéfique pour leurs investissements.

Par ailleurs, en marge de cette visite d'Etat, le Président de la République s'est rendu au musée de Gizeh, où se trouvent les trois grandes pyramides du pays des pharaons. Pour mémoire, Khéops, Khephrem, Mykérinos, Ramsès II et III sont quelques noms du patrimoine culturel égyptien qui font la fierté de l'Africain. Cette découverte de l'antiquité égyptienne pourrait insuffler quelques novatrices au tourisme togolais.

Il convient de relever également qu'au cours de son séjour au Caire, le Chef de l'Etat s'est entretenu avec sa sainteté, le Pape II d'Alexandrie et patriarche de la prédication de Saint-Marc ; et son éminence le Grand Imam Dr Ahmed El-Tayed d'Al Azhar ; le Premier ministre égyptien, Chérif ISMAIL, et le Général Sedki SOBBI, ministre de la Défense et de la Production militaire.

Cette visite du Président Faure Essozimna GNASSINGBE, en Égypte relance une coopération sud-sud plus pragmatique, qui s'inscrit dans la dynamique de l'intégration économique du continent africain. ➤



Les Présidents Faure Essozimna Gnassingbe et Abdel Fattah Al-Sisi / Presidents Faure Essozimna Gnassingbe and Abdel Fattah Al-Sisi

SIGNING OF ECONOMIC AGREEMENTS

The South-South cooperation between Togo and Egypt is becoming more pragmatic. New agreements have just been signed and automatically boost the dynamics of a real economic policy based on development.

The promotion of housing, sanitation, communication, culture, agriculture and health are among other priority areas covered by the agreements by both parties on the occasion of this visit.

«This visit cannot be complete without a direct contact with traders ...» said the Head of State who has had discussions with several groups of Egyptian investors. The meeting with the leaders of AFREXIM BANK allowed the Head of State sensitize them on the significant improvement of the business climate very attractive and beneficial to their investments today.

Moreover, on the sidelines of this state visit, the President of the Republic visited the museum in Gizeh, where are the three great pyramids of the pharaoh's country. For the record, Khéops, Khephrem, Mykérinos, Ramses II and III are some names of the Egyptian cultural heritage that are the pride of the African. The discovery of ancient Egypt could give impetus to some innovative ideas to tourism in Togo.

It should also be noted that during his stay in Cairo, the Head of State met His Holiness, Pope of Alexandria and Patriarch II of the preaching of Saint-Marc; and His Eminence Grand Imam Dr. Ahmed El-Tayeh Al Azhar; the Egyptian Prime Minister Chérif ISMAIL and General Sedki SOBBI, Minister of Defense and Military Production.

The visit of President Faure Essozimna Gnassingbe, to Egypt boosts a more pragmatic south-south cooperation, which is part of the dynamics of economic integration of the African continent. ➤



Echos du 5^{ème} forum sur la sécurité en Afrique, tenu les 16 et 17 avril 2016 à Tana en Ethiopie

Echos of the 5th Forum on Security in Africa, held on 16 and 17 April 2016 in Tana in Ethiopia

par M. Kondi MANI de l'Ambassade du Togo en Ethiopie
by Mr. Kondi MANI of Togolese Embassy in Ethiopia

Face aux nombreux défis du 21^e siècle dont ceux très épineux de la sécurité et du terrorisme sur le continent africain, quelques dirigeants et d'éminentes personnalités, dont S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République togolaise, les Présidents Thabo MBEKI et Oluségun OBASANJO et l'ancien secrétaire général de l'ONU, M. Kofi ANNAN se sont réunis les 16 et 17 avril 2016 à Tana, en Ethiopie.

Ce forum, a été l'occasion pour les participants de réfléchir sur l'implication et le rôle du continent africain dans l'établissement d'une sécurité internationale commune.

Il a surtout permis aux acteurs africains et non-africains de s'appesantir sur les principaux sujets de préoccupation que sont le terrorisme, l'extrémisme politique violent, la piraterie maritime, le trafic de drogue et d'êtres humains, le blanchiment d'argent, l'instabilité des Etats africains ainsi que la gouvernance sécuritaire.

Plusieurs autres thématiques d'intérêt commun ont été abordés au cours de ce forum.

Il en est ainsi du rôle de l'Afrique dans le système de sécurité internationale ; les opérations de maintien de la paix qui représentent de nouveaux paradigmes ; la prévention des conflits, la construction d'infrastructure pour la paix et le maintien de la paix durable.

Ce forum a débouché sur des recommandations relatives au perfectionnement et à l'opérationnalisation de l'architecture africaine de paix et de sécurité sur le continent. La paix étant indispensable à tout développement, des efforts supplémentaires et continus dans le domaine de la détection précoce des problèmes sont primordiaux pour corriger l'analyse, la délibération et la génération de solutions.

Il ressort des résolutions issues de ce forum que l'anticipation, la diligence et la crédibilité devront sous-tendre les actions en matière sécuritaire afin d'éviter que des forces extérieures à l'Afrique ne se substituent aux africains eux-mêmes et ne complaxient la résolution des crises sur le continent.

Cette rencontre intervient à quelques mois du prochain Sommet de l'UA consacré à la sécurité maritime.

Manifestement, les défis auxquels le continent africain est confronté, à l'instar d'autres continents, suscitent de plus en plus d'initiatives endogènes qui visent à apporter des solutions innovantes aux préoccupations internationale en matière de sécurité.

En marge de ce forum, le chef de l'Etat, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE a pris part à un huis clos dans la soirée du 16 avril 2016 sur le thème : « l'Union Africaine et son leadership vers l'horizon 2063 »

Il convient de rappeler que ce cinquième forum de Tana est une initiative indépendante de l'Institut d'Études pour la Paix et la Sécurité de l'Université d'Addis-Abeba

Facing many challenges of the 21st century including very thorny ones of security and terrorism in Africa, some very leaders and eminent personalities including Mr. Faure Essozimna Gnassingbe, President of the Republic of Togo, Presidents Thabo Mbeki and Olusegun Obasanjo and former UN Secretary General Kofi Annan met on 16 and 17 April 2016 in Tana, Ethiopia.

The forum was an opportunity for participants to consider the involvement and role of Africa in the establishment of a common international security.

He especially helped African actors and non-African to dwell upon key concerns such as terrorism, violent political extremism, piracy, drug trafficking and human trafficking, money laundering, unstable African states and security governance.

Several other topics of common interest were discussed during the forum.

It is so, the role of Africa in the international security system; the maintenance of peace operations that represent new paradigms; conflict prevention, building infrastructure for peace and the maintenance of lasting peace.

The forum resulted in development-related recommendations and operationalization of the African architecture of peace and security on the continent. Peace being essential for any development, additional and ongoing efforts in the field of early warning and conflict resolution

It appears from the resolutions of this forum as anticipation, diligence and credibility will underpin actions in security matters to prevent external forces in Africa will replace the Africans themselves and not complicate resolving crises on the continent.

The meeting comes a few months to the next AU summit on maritime security.

Clearly, the challenges the African continent faces, in other continents like, attracting more and more endogenous initiatives to provide innovative solutions to international security concerns.

On the sidelines of the forum, the head of state, S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbe took part in a closed session in the evening of 16 April 2016 on the theme: «African Union and its leadership towards the 2063»

It should be reminded that the fifth forum of Tana is an independent initiative of the Institute of Education for Peace and Security of the Addis Ababa University



Participation du Togo à l'Africa meets business organisé à Berlin en Allemagne

Togo's participation to the Africa meets business, held in Berlin, Germany

par M. Koffi B. KPAYE, Directeur des Affaires Politiques

Mr. Koffi B. KPAYE, Head of Political Affairs Department

Le Bundestag, siège du Parlement allemand a abrité, le 15 mars 2016, une grande conférence annuelle dénommée « Africa meets business. Cette réunion économique a regroupé plus de 500 représentants des plus importantes sociétés allemandes.

Le Chef de la diplomatie togolaise, Prof. Robert DUSSEY a pris part à cette conférence. Il a saisi l'occasion pour vanter la destination togolaise. Il a relevé à cette occasion que « Les atouts du marché togolais, sa position géostratégique, ses nombreuses richesses minières et humaines, font de ce pays, une fertile porte d'entrée naturelle des investissements directs étrangers dans tous les pays de la sous-région ouest africaine.

Ces propos du chef de la diplomatie togolaise, ont été appuyés par Gerd Müller, ministre allemand de la coopération économique et du développement, qui, par ailleurs, a pu lors de sa dernière visite à Lomé, constater de visu les progrès du Togo.

Le Togo qui s'apprêtait à célébrer le « PRINTEMPS DE LA COOPERATION GERMANO-TOGOLAISE » du 3 au 6 avril 2016, a, par la voix du Ministre DUSSEY, invité le secteur privé allemand à faire le déplacement de Lomé pour découvrir le marché de son pays et intensifier les échanges économiques.

Par ailleurs, ce séjour berlinois a été l'occasion pour le chef de la diplomatie togolaise de rencontrer le secrétaire d'Etat parlementaire à la Défense, Markus Grübel, pour discuter de la tenue prochaine du sommet de Lomé le 15 octobre 2016, sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique.

La République Fédérale d'Allemagne s'est réjouie de l'initiative du Togo d'accueillir cette conférence continentale et félicite le Chef de l'Etat, Faure Essozimna GNASSINGBÉ, pour sa vision sur les questions préoccupantes de la sécurité maritime. Elle s'engage sans réserve aux côtés du Togo pour la réussite de cette importante conférence, qui consolidera la coopération internationale en matière de sécurisation des mers et océans, en vue d'une valorisation optimale de l'économie bleue

The Bundestag, seat of the German Parliament housed on 15 March 2016, a major annual conference called «Africa meets business. This economic meeting brought together more than 500 representatives of the largest German companies.

The Head of the Togolese Foreign Minister Prof. Robert Dussey took part in the conference. He took the opportunity to praise the Togolese destination. He noted in this connection that «The strengths of Togolese market, its geostrategic position, its numerous mineral and human resources, make this country a fertile natural gateway for foreign direct investment in all countries of the subregion west African.

These words of the head of the Togolese diplomacy, were supported by Gerd Müller, German Minister for Economic Cooperation and Development, who, moreover, was able to see the firsthand progress of Togo, during his last visit to Lomé.

Togo, which was about to celebrate the 'SPRING OF THE GERMAN-TOGO COOPERATION' «from 3 to 6 April 2016, has, through the voice of Minister DUSSEY,, invited the German private sector to travel to Lomé to discover the market of the country and intensify economic exchanges.

Moreover, this Berlin trip was an opportunity for the head of the Togolese diplomacy to meet the Parliamentary Secretary of State for Defense, Markus Grübel, to discuss the upcoming Lomé summit in October 15, 2016, on the safety and maritime security and development in Africa.

The Federal Republic of Germany has welcomed Togo's initiative to host this continental conference and congratulated the Head of State, Faure Essozimna GNASSINGBÉ, for his vision on issues of concern to maritime security. It is fully committed to the side of Togo for the success of this important conference, which will consolidate international cooperation in securing the seas and oceans in order to maximize the blue economy.



Prof. Robert Dussey (d.) et M. Gerd Müller (g.) pendant leur intervention / Prof. Robert Dussey during their statement

Intensification des échanges économiques entre le Togo et la Royaume Uni

Intensification of economic exchanges between Togo and the United Kingdom

par Arsenn AGBESSINO, Conseiller en communication du Ministre
Arsenn AGBESSINO, Communication Adviser of Minister

Deux ans après la réouverture de la représentation togolaise à Londres, le partenariat entre le Togo et le Royaume-Uni s'intensifie. C'est dans cette optique que le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et de l'Intégration africaine, Prof Robert DUSSEY a effectué, 21 au 23 mars 2016, une visite à Londres. Du 21 au 23 mars 2016, le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et de l'Intégration africaine, Prof Robert DUSSEY a effectué une visite à Londres.

Plusieurs rencontres ont meublé cette visite notamment, celle avec le Coréen Kitack LIM, nouveau secrétaire général de l'Organisation maritime internationale (OMI).

Les discussions ont porté sur le prochain sommet sur la sécurité maritime, qu'organisera le Togo, le 15 octobre 2016. Un des objectifs du Sommet de Lomé est l'adoption et la signature de la charte de Lomé a rappelé le ministre DUSSEY.

Le Ministre DUSSEY a saisi cette occasion pour informer ses interlocuteurs sur les dernières avancées faites par le Togo en matière de législation maritime.

Le Togo, faut-il le rappeler, s'est doté récemment d'un véritable arsenal juridique destiné à protéger ses eaux territoriales, tant sur le plan sécuritaire, qu'économique.

L'OMI soutient le Togo pour l'organisation de ce sommet et salue l'engagement des Autorités togolaise en faveur de la sécurisation des espaces maritimes.

Le 22 mars 2016, le chef de la diplomatie togolaise s'est rendu au Foreign Office, où il a eu un entretien avec son homologue anglais, James Duddridge à Londres.

L'entretien a porté sur la coopération bilatérale et sur le prochain sommet de Lomé sur la sécurité maritime. Sur le plan économique, Les deux personnalités se sont engagés à travailler pour l'intensification des échanges économiques. Les hommes d'affaires britanniques très attentifs à l'évolution du climat du business au Togo ont également manifesté leur souhait d'investir dans plusieurs domaines et surtout dans les secteurs prioritaires présentés par le ministre DUSSEY.

Par la voix de James Duddridge, le Royaume-Uni s'est clairement engagé aux côtés du Togo pour la lutte contre la piraterie maritime et les trafics en mer. Des spécialistes de la sécurité maritimes participeront au prochain sommet de Lomé.

L'économie et la sécurité maritimes discutées au Chatam House

Invité au Chatam House (Royal Institut of International Affairs) à Londres, le Chef de la diplomatie togolaise, Prof. Robert DUSSEY y a présenté une communication sur la piraterie maritime dans le Golf de Guinée.

Devant une centaine d'éminents chercheurs, universitaires, diplomatiques africains, européens, américains et hommes d'affaires britanniques, le ministre DUSSEY a rappelé le part importante de l'économie maritime dans l'économie générale des Etats côtiers

Two years after the reopening of the Togolese representation in London, the partnership between Togo and the United Kingdom is intensifying. It is in this light that the Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, Prof Robert DUSSEY carried, 21 to 23 March 2016, a visit to London.

There were several meetings during this visit including, the one with the Korean Kitack Lim, the new Secretary General of the International Maritime Organization (IMO).

Discussions focused on the upcoming summit on maritime security, organized by Togo on 15 October 2016. One of the Lomé Summit goals is the adoption and signing of the Lomé charter said the Minister DUSSEY.

Minister Dussey took the opportunity to inform his interlocutors on the latest advances made by Togo in maritime law.

It must be remembered that Togo has recently acquired a real legal arsenal to protect its territorial waters, both in terms of security and economy.

IMO supports Togo for organizing this summit and welcomes the commitment of the Togolese authorities for securing maritime areas.

On 22 March 2016, the head of the Togolese diplomacy visited the Foreign Office, where he met with his British counterpart, James DUDDRIDGE in London.

The meeting focused on bilateral cooperation and the next summit in Lomé on maritime security. Economically, The two personalities are committed to work for the increasing of economic exchanges. British businessmen very attentive to the evolution of the business climate in Togo have also expressed their desire to invest in many sectors and especially in priority sectors presented by the Minister DUSSEY.

Through the voice of James DUDDRIDGE, United Kingdom is clearly committed by the side of Togo for the fight against piracy and trafficking at sea. Maritime security specialists will participate to the next summit in Lomé.

ECONOMY AND MARITIME SECURITY DISCUSSED IN HOUSE CHATAM

Guests at Chatham House (Royal Institute of International Affairs) in London, the head of the Togolese Foreign Minister Prof. Robert Dussey it presented a communication on maritime piracy in the Gulf of Guinea.

Before a hundred of prominent researchers, academics, diplomats Africans, Europeans, Americans and British businessmen, the Minister DUSSEY recalled the important part of the maritime economy in the general economy of coastal and island states. For him, it represents at least 70% of GDP and is ¾ of fiscal resources. As for landlocked countries, they are strategically dependent on maritime



© MAECIA

James Duddridge et Robert Dussey / James Duddridge and Robert Dussey

et insulaires. Selon lui, elle représente au moins 70% du PIB et constitue $\frac{3}{4}$ des ressources fiscales. Quant aux pays enclavés, ils dépendent stratégiquement des flux commerciaux maritimes des Etats riverains. En outre, 92% des échanges à destination et en provenance de l'Afrique se font par voie maritime. Or cette voie est l'objet de trafics et d'activités illicites de tout genre.

Tous ces exemples illustrent l'importance de la sécurité maritime, non seulement pour le Togo, mais aussi pour l'ensemble de la région ouest-africaine.

Le Togo et l'Union Africaine(UA) espèrent parvenir à l'adoption et la signature d'une charte africaine, à l'issue du Sommet extraordinaire de l'Union Africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, prévu le 15 octobre 2016 à Lomé.

L'UA et ses partenaires entendent tenir l'effort dans la durée et faire de la lutte contre l'insécurité maritime l'une de leurs priorités.

La capitale britannique étant une plate forte du monde des affaires, le Ministre DUSSEY y a rencontré plusieurs groupes d'investisseurs désireux d'investir au Togo, notamment dans les secteurs de la santé, de l'énergie, de l'agriculture et des infrastructures.

Cette visite très économique sonne d'ores et déjà de nouvelles perspectives pour la diplomatie togolaise, aujourd'hui axée sur le développement, et qui envisage se faire connaître davantage des Anglais et de la diaspora togolaise très importante au Royaume-Uni.

A l'occasion de cette visite, Prof. Robert DUSSEY a également rencontré les membres de la diaspora togolaise résidant au Royaume-Uni, et porteurs d'innovants projets. Très attentifs au message du ministre DUSSEY sur les nombreuses possibilités d'affaires dans leur pays natal, ces derniers ont exprimé tous leurs désirs d'y investir progressivement pour contribuer à l'essor du Togo.

trade flows of riparian States. In addition, 92% of trade to and from Africa are by sea. But this path is the purpose of trafficking and illicit activities of every kind.

All these examples illustrate the importance of maritime security, not only for Togo, but for the entire West African region.

Togo and the African Union (AU) hope to achieve the adoption and signing of an African Charter, at the end of the Extraordinary Summit of the African Union on maritime safety and security and development in Africa, scheduled October 15, 2016 in Lomé.

The AU and its partners, intend to keep the effort in time and make of the fight against maritime insecurity one of their priorities.

The British capital is a strong platform of business, the Minister Dussey has met with several groups of investors interested in investing in Togo, particularly in the areas of health, energy, agriculture and infrastructure.

This visit, very economic already sounds like new perspectives for the Togolese diplomacy, now focused on the development, and considers to become more known by the English and Togolese Diaspora very important in the UK.

On the occasion of this visit, Prof. Robert Dussey also met members of the Togolese diaspora resident in the United Kingdom, and innovative projects holders. Very attentive to the message of the Minister DUSSEY on the many business opportunities in their homeland, they all expressed their desires to gradually invest in to contribute to the development of Togo.

Débat public sur le projet de Charte de Lomé au Conseil de sécurité des Nations Unies

Public debate to the United Nations Security Council on draft Charter of Lomé

par le comité de rédaction
by the editorial committee

Quelques mois avant le prochain Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine sur la Sécurité et la Sûreté maritimes et le Développement en Afrique, la communauté internationale se mobilise davantage en soutien au Togo. En effet, à l'initiative de la République Populaire de Chine, qui préside ce mois-ci le Conseil de sécurité des Nations-Unies, de l'Angola et du Sénégal (membres non-permanents), ce organe décisionnel de l'ONU a organisé le 25 avril 2016, un débat public sur le thème : « Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest : piraterie et vols à main armée en mer dans le Golfe de Guinée ».

La recrudescence des actes de piraterie et de vols à main armée dans cette région explique l'intérêt du Conseil de sécurité à la question.

Le leadership du Togo, sa place d'avant-gardiste dans la lutte contre les actes illégaux de tout genre en mer en Afrique de l'Ouest et le rôle qu'il a joué il y a quelques années au Conseil de sécurité expliquent le privilège d'être invité à ce débat.

Prof Robert DUSSEY, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine présent à ce débat, a salué cette initiative qui vient renforcer l'ensemble des actions entreprises par la communauté internationale pour lutter contre ce fléau qui met à mal non seulement la stabilité des Etats, mais aussi et surtout leurs efforts de développement.

Le chef de la diplomatie togolaise a réaffirmé l'engagement du Président Faure Essozimna GNASSINGBE dans cette lutte, et a invité l'ensemble des participants à se mobiliser autour de son pays pour assurer la réussite du Sommet extraordinaire de l'Union Africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique, qui se tiendra à Lomé le 15 octobre prochain et qui donnera l'occasion d'examiner les stratégies de lutte contre les actes criminels en mer et de promotion de l'économie bleue. Un des objectifs de ce sommet de Lomé a-t-il souligné, est d'aboutir à la signature et à l'adoption d'une charte sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement.

« Le projet de Charte de Lomé est un véritable texte juridique qui prend d'ores et déjà en compte les préoccupations exprimées par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 2018(2011), 2039(2012) et 2184 (2014) par lesquelles il recommandait de prendre des mesures idoines et efficaces pour juguler ces fléaux », selon le Ministre des Affaires Etrangères.

La vision du Togo est de faire de cette Charte, une contribution à la mise en œuvre de la Stratégie africaine intégrée pour les mers et les océans (Stratégie AIM 2050), dans la mesure où elle met en relief l'importance de la coopération

Few months before the upcoming Extraordinary Summit of the African Union on Security and Maritime safety and Development in Africa, the international community is mobilizing more support in Togo.

Indeed, at the initiative of the People's Republic of China, which chairs this month the UN Security Council, of Angola and of Senegal (non-permanent members), this decision-making body of the UN organized on April 25, 2016, a public debate on the theme: «Peace consolidation in West Africa: piracy and sea armed robbery in the Gulf of Guinea.»

The outbreak of piracy acts and armed robbery in the region explains the interest of the Security Council in the issue.

Togo's leadership, its position of the avant-gardist in the fight against the illegal acts of any kind at sea in West Africa and the role it played at the Security Council few years ago explain the privilege to be invited to this debate.

Prof Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration presente to this debate, welcomed this initiative which will strengthen all actions undertaken by the international community to fight against this scourge that undermines not only the stability of States, but above all their development efforts.

The head of the Togolese diplomacy reiterated the commitment of President Faure Essozimna GNASSINGBE in this fight, and invited all participants to be mobilized around his country to ensure the success of the Extraordinary Summit of the African Union on security and maritime safety and development in Africa, which will be held in Lomé on next October 15 and which will give the opportunity to consider strategies to fight against criminal acts at sea and promoting the blue economy. One of the objectives of the Lomé Summit he said, is to lead to the signing and adoption of a charter on maritime security and safety and development.

«The draft Charter of Lomé is truly a legal text which already takes into account the concerns expressed by the Security Council in its resolutions 2018 (2011), 2039 (2012) and 2184 (2014) by which it recommended to take appropriate and effective measures to curb these scourges, « said the Foreign Minister.

Togo's vision is to make of this Charter, a contribution to the implementation of the Integrated African Strategy for seas and oceans (AIM Strategy 2050), insofar as it highlights the importance of regional and international cooperation against maritime piracy, illegal trafficking of all kinds passing through the sea, unreported and unregulated illegal fishing and pollution of the marine environment.

It is therefore desirable, according to the head of the Togolese diplomacy, that this legal text could be adopted to



régionale et internationale contre la piraterie maritime, les trafics illégaux de tout genre transitant par la mer, la pêche illicite non déclarée et non réglementée et la pollution de l'environnement marin.

Il est donc souhaitable, selon le chef de la diplomatie togolaise, que ce texte juridique puisse être adopté pour permettre aux Etats africains d'accroître l'efficacité de la surveillance de leurs espaces maritimes et côtiers, grâce aux échanges et au partage d'informations ainsi qu'au renforcement de leur coopération en matière d'entraide judiciaire, dans le cadre des poursuites contre les auteurs présumés de ces actes. Cet Instrument juridique, qui vient compléter le cadre normatif régional existant, permettrait également aux Etats africains de stimuler leur croissance économique par la création d'emplois le long des côtes africaines à travers notamment la promotion de la pêche artisanale et la commercialisation des produits de pêche aux plans national, sous-régional et international, a ajouté le Ministre DUSSEY.

Les différentes interventions des membres du Conseil de sécurité dont celle très remarquée de M. Tayé-Brook ZERIHOON, Sous-Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, se sont appesanties sur la nécessité de :

Poursuivre la mise en œuvre des décisions adoptées par le Conseil de sécurité et promouvoir les stratégies de sécurité maritime régionales et internationales;

Renforcer les capacités des pays de la région dans le domaine de la sécurité maritime;

Renforcer le rôle des organisations régionales et sous régionales dans la répression de la piraterie et des vols à main armée en mer en mettant l'accent sur la coordination et la coopération de toutes les parties prenantes;

Renforcer la prévention de façon à écarter ou réduire la menace que la piraterie et les vols à main armée en mer font peser sur la paix et la sécurité régionales;

Mettre en œuvre une politique globale pour aider les pays de la région à éliminer la pauvreté et à promouvoir le développement économique.

A l'issue du débat, tous les Etats membres du Conseil de sécurité ont, unanimement, apporté leur soutien au Sommet de Lomé, et les membres du Conseil de sécurité ont adopté une Déclaration Présidentielle qui réaffirme l'engagement de la communauté internationale à participer aux côtes des Etats du Golfe de Guinée, à la lutte contre les actes de piraterie et de vols à main armée en mer dans le Golfe de Guinée.

Au final, ce débat public du Conseil de sécurité sur la piraterie maritime démontre, s'il en était besoin, l'importance que revêt cette thématique dans la gestion des affaires internationales contemporaines.



S. E. Prof. Robert DUSSEY s'adressant au Conseil de sécurité des Nations Unies. / H.E. Prof. Robert Dussey addressing to the UN Security Council.

allow African States to increase the efficiency of monitoring their marine and coastal areas, through exchange and sharing of information and the strengthening of their cooperation in mutual legal assistance in the prosecution against the alleged perpetrators. This legal instrument, complementing the existing regional normative framework would also enable African countries to stimulate economic growth by creating jobs along the African coast, particularly through the promotion of small-scale fishing and the marketing of fishery products at the national, sub regional and international level, added Minister DUSSEY.

Various interventions of the members of the Security Council including the very noticed of Mr. Tayé-Brook ZERIHOON, Under-Secretary-General for Political Affairs, were weighed down on the need to:

- Continue the implementation of decisions adopted by the Security Council and promote international and regional maritime security strategies;

- Build the capacity of countries in the region in the field of maritime security;

- Strengthen the role of regional and sub-regional organizations in the repression of piracy and sea robbery focusing on the coordination and cooperation of all stakeholders;

- Strengthen the prevention so as to eliminate or reduce the threat of piracy and sea robbery which hang over regional peace and security;

- Implement a comprehensive policy to help countries in the region to eradicate poverty and promote economic development.

At the end of the debate, all members of the Security Council states have unanimously supported Lomé Summit, and the Security Council members adopted a Presidential Statement reaffirming the commitment of the international community to participate in the coasts of the States of the Gulf of Guinea, in the fight against piracy and sea robbery in the Gulf of Guinea.

Finally, this open debate of the Security Council on piracy shows the importance that this issue has in the management of contemporary international affairs.



Le Togo et la France promeuvent l'économie bleue à New York

Togo and France promote the blue economy in New York

par Arsenn AGBESSINO, Conseiller en communication du Ministre

by Arsenn AGBESSINO, Communication Adviser of the Minister

Après les engagements pris lors de la COP21 à Paris en décembre 2015, le monde s'est de nouveau réuni au chevet de la planète terre, à New-York au siège de l'ONU, le 21 avril 2016.

« L'Océan, une solution pour le changement climatique et le développement durable » est le thème d'un événement de haut niveau qui a rassemblé plusieurs pays, et qui a été présidé par Madame Ségolène ROYAL, ministre français de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer ; par ailleurs Présidente de la COP21.

Le Togo, qui s'apprête à abriter le Sommet de l'Union Africaine, a été représenté par Prof. Robert DUSSEY, ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine.

Pour le chef de la diplomatie togolaise, à l'initiative de cet événement est une occasion de discuter de l'économie bleue, les problèmes de l'érosion côtière, la pollution des océans et bien d'autres sujets transversaux définis à Paris, notamment les aires protégées, le développement des énergies marines renouvelables, la protection de la biodiversité etc.

Il a informé les nombreux représentants et délégués présents à cet événement de haut niveau de la tenue le 15 octobre 2016 à Lomé, du Sommet de l'Union Africaine sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique. Le ministre a indiqué que le Sommet mettra l'accent sur l'économie bleue et adoptera une charte sur la question.

La présidente de la COP21 a félicité le Togo pour l'organisation de ce sommet. « la protection des océans reste un des objectifs de développement durable en l'occurrence l'objectif 14 qui traite de la conservation durable de l'océan et ses ressources et l'utilisation de la biodiversité marine en haute mer » a déclaré madame ROYAL.

Partageant la vision togolaise sur l'économie bleue, madame ROYAL a également souligné que « les océans constituent un patrimoine mondial commun dont la gestion permettra de résoudre des problèmes socioéconomiques et écologiques engendrés par la piraterie maritime, l'érosion côtière, la pollution marine »

Le regain d'intérêt pour le prochain sommet de Lomé s'est à nouveau exprimé à travers la soixantaine d'interventions des dirigeants du monde qui ont tous insisté sur sécurisation des mers et océans, et appelé à la synergie d'actions afin de tirer le maximum de profit de leur gestion.

Following the commitments made at the COP21 in Paris in December 2015, the world has again gathered at the bedside of the planet Earth, in New York at the UN headquarters on April 21, 2016.

«The Ocean, a solution to climate change and sustainable development» is the theme of a high-level event which brought together several countries and which was chaired by Mrs Ségolène ROYAL, French Minister of Environment, Energy and Sea; also President of the COP21.

Togo, which is preparing to host the Summit of the African Union was represented by Prof Robert DUSSEY, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration.

For the head of the Togolese diplomacy, this event is an opportunity to discuss the blue economy, the problems of coastal erosion, ocean pollution and other related

issues identified in Paris, including protected areas, the development of marine renewable energies, biodiversity protection etc.

He informed the numerous representatives and delegates at this high-level event about the Summit of the African Union on maritime safety and security and development in Africa, on October 15, 2016 in Lomé. The minister said

that the summit will focus on the blue economy and adopt a charter on the issue.

The President of the COP21 congratulated Togo for organizing this summit. «Ocean protection remains one of the objectives of sustainable development in this case objective 14 which deals with the sustainable conservation of the ocean and its resources and the use of marine biodiversity in high seas,» said Mrs. ROYAL.

Sharing the vision of Togo on the blue economy, Mrs. ROYAL also noted that «the oceans are a global commons heritage whose management will solve socioeconomic and ecological problems caused by piracy, coastal erosion, and marine pollution»

The renewed interest for the next summit of Lomé was again expressed through the sixty interventions of world leaders who emphasized all on Securing the seas and oceans, and called for synergy of actions to make the maximum benefit from their management.

Regain d'intérêt pour le prochain Sommet de Lomé sur la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique

Renewed interest in the next Lome Summit on maritime safety and security and development in Africa



Reflexion

REFLECTION

par Madame Khardiata Lo'Ndiaye, Représentante Résidente du PNUD et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Togo

by Mrs. Khardiata Lo'Ndiaye, UNDP Resident Representative and Resident Coordinator of the SystemUN in Togo

A l'occasion de la cinquième conférence du Club Diplomatique de Lomé, Madame Khardiata Lo'Ndiaye, Représentante Résidente du PNUD et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies au Togo, par ailleurs Modérateur de la session, a partagé une réflexion sur le thème : "Quelle diplomatie pour les défis et les opportunités du 21ème siècle?"

« Le 21ème siècle n'est vieux que d'une quinzaine d'années. Pourtant, il a déjà fait face à des défis remarquables :

- les attaques du 11 Septembre aux États-Unis ;
- l'essor des nouvelles technologies de masse ;
- une crise financière mondiale ;
- l'émergence de nouvelles puissances (Brésil, Russie, Inde Chine et Afrique du Sud; BRICS) ;
- le printemps arabe ;
- la montée du radicalisme ;
- le nombre élevé de personnes déplacées dans le monde (60 millions) ;
- le nombre élevé de personnes fuyant les guerres, la violence et la pauvreté (20 millions) ; etc.

Ces défis sont accompagnés d'autres défis plus considérables encore :

La population mondiale est estimée aujourd'hui à plus de 7 milliards d'êtres humains et à 11 milliards en 2100 (dont le tiers en Afrique). Cet essor démographique s'accompagnera de mouvements de population massifs, pour des raisons bonnes (tourisme, travail, etc.) et mauvaises (trafics, conflits, etc.) ;

Aujourd'hui seulement 40% de la population mondiale sont connectés à l'internet, mais ce mouvement ne cessera de s'accélérer au cours du XXI^e siècle (en Afrique en particulier). La mobilité et les échanges humains (étudiants, travailleurs, touristes) accompagneront ce mouvement dans des proportions inédites. Cette hyper-connectivité comportera au moins deux exigences : agir et réagir en instantané (comme le montre la place prise désormais par les réseaux sociaux dans la formation de l'opinion publique mondiale ; accroître les contacts et les interlocuteurs alors que se multiplieront les acteurs infra-étatiques qui comptent sur la scène internationale : ONGs et société civile, territoires, entreprises, etc.).

En résumé, le monde de demain nécessitera davantage d'action collective et de repères. La dispersion de la puissance,



The 21st century raises a lot of questions that bother many people in Africa.

Academics, politicians, civil society and diplomats produce reflection writings on the role to be played by each stakeholder in the emergence of the black continent.

This page of "Diplomag" contains the reflection of a diplomat, Khardiata Lo'Ndiaye, Resident Representative of UNDP and Resident Coordinator of the UN System in Togo. She moves further the boundaries of diplomacy in the 21st century, in an analysis

that deserves careful reading.

« Only fifteen years have passed since the beginning of the 21st century, yet the world has already been faced with outstanding challenges:

- the 11 September attacks in the United States;
- the development of new mass technologies;
- a global financial crisis;
- the emergence of new powers (Brazil, Russia, India, China and South Africa BRICS);
- the Arab Spring;
- the rise of radicalism;
- the high number of displaced people in the world (60 million);
- the high number of people escaping war, violence and poverty (20 million);
- etc.

These challenges are accompanied by other more serious challenges:

The world population is now estimated at more than 7 billion people and would be 11 billion in 2100 (of which one third in Africa). This population growth will result in massive population movements, for good reasons (tourism, work, etc.) and bad reasons (trafficking, conflict, etc.);

Today only 40% of the world population are connected to Internet, but this movement will continue to accelerate in this twenty-first century (particularly in Africa). Mobility and human exchanges (students, workers, and tourists) will accompany this movement in unprecedented proportions. This hyper-connectivity will entail at least two requirements: (i) to act and react instantaneously (as shown through the role now played by social networks in shaping world public opinion; (ii) increase contacts and the number of partners while sub-state stakeholders who matter in the international

Réflexions personnelles qui n'engagent pas forcément l'ONU / personal reflections that do not necessarily engage the UN





Mme Khardiata Lo'Ndiaye à la tribune du CDL / Ms. Khardiata Lo'Ndiaye at the tribune of CDL



arena will be multiplying: NGOs and civil society, territories, businesses, etc.).

In short, the world of tomorrow will require more collective action and benchmarks. The dispersion of power, complexity and unpredictability of the world call for new regulatory models and organization to address global challenges as well as local crises. No single country or group of countries will be able

to respond in isolation or dominate the planet. The game will be more open. The definition of common objectives, building up alliances and creating networks for solidarity and action will be required.

These deep changes make more difficult the conduct of traditional diplomacy which is supported by bilateral relations between States and by international organizations. Added to this, is the fact that the diplomat's portfolio now includes new activities (humanitarian diplomacy for example).

Diplomacy is often defined in terms of representation, communication and negotiation mechanisms by which States and other international stakeholders conduct their undertakings.

These three functions of diplomacy are increasingly challenged in the 21st century. There are more players, more channels and more problems to solve. Besides, the pervasiveness of economic interests makes the negotiations field more and more complex.

Diplomacy today must be transformed to provide sufficient knowledge and skills to diplomats (understood in the sense of people who are assigned that mission) to be equal to their tasks.

Diplomacy today must be proficient in a many areas. It must be familiar with a wide range of tools and be able to various stakeholders.

The new diplomatic reality raises the question of whether the diplomats of the 21st century should be trained as non-specialized ones (as before) or as specialists, so as to more efficiently manage diplomacy that becomes more proactive, more public, more complex and more multidirectional than ever.

The 21st century diplomacy must therefore be "modernized" and move towards a multi-level diplomacy.

The central role of diplomacy must be redefined, while substituting a role of "facilitator" and "coordinator" to that of "Guardian" (of trust exchange, legitimacy, knowledge, access to material resources).

What role Africa and Africans intend to play in this ongoing configuration: craftsman (aware of its weight and role in global geopolitics and geostrategy) or theatre of operations? «

I can't wait that these avenues for reflection are well received in diplomatic microcosm from here and elsewhere.

la complexité et l'imprévisibilité du monde appelleront de nouveaux modèles de régulation et d'organisation afin de répondre aux défis globaux comme aux crises locales. Aucun pays seul ou groupe de pays ne sera en mesure d'y répondre isolément ou de dominer la planète. Le jeu sera plus ouvert. La définition d'objectifs communs, la constitution d'alliances et de réseaux de solidarité et d'action seront nécessaires.

Ces changements profonds rendent la conduite de la diplomatie traditionnelle, portée par les relations bilatérales entre Etats et par des organisations internationales, plus difficile. A cela il faut ajouter de nouvelles activités au portefeuille du diplomate (diplomatie humanitaire par exemple).

La diplomatie est souvent définie en termes de mécanismes de représentation, de communication et de négociation par lesquels les Etats et les autres acteurs internationaux conduisent leur entreprise.

Ces trois fonctions de la diplomatie sont de plus en plus remises en cause au 21ème siècle. Il y a plus d'acteurs, plus de canaux et plus de problèmes à régler. S'y ajoute la prégnance des intérêts économiques qui rend de plus en plus complexe le terrain des négociations.

La diplomatie d'aujourd'hui doit se transformer pour fournir des connaissances et des compétences suffisantes permettant aux diplomates (entendus au sens de personnes investies de cette mission) d'être à la hauteur de leurs tâches.

La diplomatie d'aujourd'hui doit être compétente dans une multitude de domaines. Elle doit se familiariser avec une variété d'outils et être capable de faire face à plusieurs parties prenantes.

La nouvelle réalité diplomatique pose donc la question de savoir si les diplomates du 21e siècle devraient être formés en tant que généralistes (comme par le passé) ou en tant que spécialistes, afin de gérer plus efficacement une diplomatie, plus proactive, plus publique, plus complexe et plus multidirectionnelle que jamais.

La diplomatie du 21ème siècle doit donc se "moderniser" et tendre vers une diplomatie "multipartite".

Le rôle central de la diplomatie doit être redéfini, passant du rôle de "Gardien" (des échanges de confiance, de légitimité, de connaissances, de l'accès aux ressources matérielles) à celui de "facilitateur" et de "coordonnateur".

Quelle place l'Afrique et les africains entendent se donner dans cette configuration en construction: artisan (conscient de son poids, rôle dans la géopolitique et géostratégie mondiale) ou théâtre d'opération ? »



AIRFRANCE



FRANCE IS IN THE AIR



1/2 KLM

CIEL, ME VOILÀ!

SKYPRIORITY : PRIORITAIRE À L'AÉROPORT

AIRFRANCE KLM

Skypriority est disponible pour les passagers voyageant en classe La Première, en classe Business et les membres Elite Plus, à bord des 29 compagnies aériennes membres de l'alliance SkyTeam. Tél. 22 23 23 23.

WWW.AIRFRANCE.TG





PROTÉGEONS NOS | PROTECT OUR

OCEANS

LOMÉ, TOGO
15 OCT 2016

SOMMET EXTRAORDINAIRE DE L'UNION AFRICAINE SUR LA SECURITE ET LA SÛRETE MARITIME ET LE DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

AFRICAN UNION EXTRAORDINARY SUMMIT ON MARITIME SECURITY AND SAFETY AND SAFETY AND DEVELOPMENT IN AFRICA

Sous le Haut Patronage de S.E.M. Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République Togolaise
Under the High Patronage of H.E. Faure Essozimna Gnassingbé, President of Togolese Republic



REPUBLIQUE TOGOLAISE

...rendez-vous sur / appointment on

Sommetdelome.org



UNION AFRICAINE